



Cahier de recherche  
Continentalisation 05-02  
ISSN 1714-7638

**LA TRANSNATIONALISATION DES MOUVEMENTS  
SOCIAUX DANS LES AMÉRIQUES ET SON IMPACT  
SUR LA REDÉFINITION DU POLITIQUE :  
VERS UNE TYPOLOGIE**

***VIOLAINE BONNASSIES***



Centre Études internationales et Mondialisation  
Institut d'études internationales de Montréal  
Université du Québec à Montréal  
C.P. 8888, succ. Centre-ville,  
Montréal, H3C 3P8

Tel : (514) 987 3000 # 3910  
<http://www.ceim.uqam.ca>

MARS 2005

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux du Centre Études internationales et Mondialisation (CEIM).

*Ici n'est pas chez vous, répéta-t-il.  
Le sol est à vous oui, et si j'y posais le pied,  
C'est vrai que je m'égarerais sur vos terres.  
Mais en haut, non. Où bon me semble, je vais.*

Italo Calvino. *Le baron perché.*

## INTRODUCTION

Depuis le début de la décennie 1990, les mouvements sociaux ont considérablement multiplié leurs pratiques transnationales. Ce phénomène s'est traduit par la constitution de liens au-delà des frontières nationales, au sein d'un même mouvement ou entre des mouvements distincts. Ce n'est pas une réalité nouvelle que la transnationalisation. Néanmoins, celle-ci a pris une ampleur toute particulière dans un contexte de globalisation et d'internationalisation d'enjeux telles que la dégradation de l'environnement, l'inégalité des sexes, la question alimentaire ou encore la carence juridique en matière de droit des autochtones. Dans les Amériques, ce processus de globalisation se concrétise dans les grands projets de régionalisation qui participent d'une certaine convergence des problèmes dans un système libéral monolithique : désaffection de l'État du secteur public et de la question sociale, vague de privatisations, montée des acteurs et capitaux étrangers. La plupart des pays expérimentent les mêmes impacts de ces politiques. D'où des points communs dans le vécu des gens. Les contextes nationaux n'en conservent pas moins leur spécificité. Les pratiques transnationales viennent ainsi se superposer à l'expérience nationale.

Se pencher sur le phénomène de la transnationalisation des mouvements sociaux dans les Amériques implique d'emblée des difficultés tant empiriques que théoriques. Au niveau empirique, c'est s'attaquer à la complexité de la réalité actuelle du foisonnement des initiatives en la matière. En effet, c'est à l'intérieur d'une véritable nébuleuse qu'il faut évoluer et les cadres théoriques disponibles sont incapables de saisir pleinement ce phénomène si dispersé et diffus dans ses applications. De plus, les interactions, quand elles se développent de façon informelle en dehors d'un regroupement bien établi, sont souvent plus difficilement décelables. Mais c'est surtout au niveau du fonctionnement interne des organisations transnationales que les informations sont les plus difficiles à obtenir pour l'observateur externe.

Face à une réalité qui évolue très vite, il est certain que les cadres théoriques se trouvent rapidement périmés<sup>1</sup> et la complexité que revêtent les mouvements sociaux entraîne nécessairement des analyses partielles et sélectives. Donc, cette présente étude ne vise en aucun cas l'exhaustivité mais bien plus la mise en évidence de certains traits distinctifs du phénomène de transnationalisation des mouvements sociaux, ainsi que l'identification des défis portés par de telles pratiques. Même si les théories sur les mouvements sociaux sont partielles, chacune apporte néanmoins un éclairage particulier au phénomène : quand la théorie de la mobilisation des ressources cherche à répondre au « comment » des

---

<sup>1</sup> Cette difficulté est relevée par Melucci : « L'inadéquation des conceptualisations disponibles est devenue de plus en plus évidente alors que les mouvements en émergence révélaient leur nature non conjoncturelle et que s'imposait l'impossibilité de les réduire à de simples variations des formes connues d'action collective. », p. 10, « Le défi planétaire de l'action collective », in *Au-delà du néolibéralisme*.

organisations, en mettant en évidence leurs stratégies et leur gestion des ressources, le courant des nouveaux mouvements sociaux fait davantage ressortir le « pourquoi » de leur existence, par son attention portée aux notions de conflit et d'identité<sup>2</sup>. Le concept de mouvement social ne va pas de soi et aujourd'hui, un théoricien comme Touraine questionne même sa légitimité : « *Do social movements still exist?* »<sup>3</sup>. Faute de terme plus adéquat, nous retiendrons quand même la notion de mouvement social sur la base de la définition-synthèse de Diani mais dans une perspective de changement social : « *networks of informal interactions between a plurality of individuals groups and/or organizations, engaged in political or cultural conflicts on the basis of shared collective identities.* »<sup>4</sup> Il nous semble important de compléter cette définition par la perspective plus tourainienne d'action orientée vers la transformation des valeurs et des rapports de domination. Cela permet de prendre en compte l'importance du discours et de la construction d'identités spécifiques. Le type de mouvements retenus sont les mouvements de travailleurs, les groupes environnementaux, les femmes, les autochtones, les mouvements de paysans et de droits humains. De plus, la notion de transnationalisation n'est pas superflue : elle se distingue du terme « internationalisation » en ce sens qu'elle se réfère davantage à des pratiques qui prennent racine à partir des groupes de base, qu'à un phénomène de diffusion par le haut.

Notre hypothèse de départ est la suivante : si la transnationalisation des mouvements sociaux résulte du processus de globalisation, elle contribue en retour à défier l'ordre mondial et son expansion. Dans quelle mesure les pratiques transnationales affectent-elles, alors, la sphère politique institutionnelle et le système traditionnel de représentation du politique? Des notions telles que la représentativité, l'espace public ou la citoyenneté se voient transformées et redéfinies par une réalité et des pratiques nouvelles. Et quels sont les défis que les mouvements sociaux eux-mêmes ont à relever face à leur transnationalisation? Ce double questionnement doit servir à développer une analyse critique des pratiques transnationales des mouvements sociaux en lien avec la sphère politique. Tout d'abord, afin d'identifier la nature des regroupements transnationaux, deux perspectives seront prises en compte : une typologie pour tenter de différencier les différents types d'organisations, et une généalogie du phénomène pour mettre en évidence leur contexte d'émergence. Puis, nous analyserons la manière dont se manifestent ces pratiques transnationales, à travers les modes d'action des organisations, leur discours et leurs revendications. Enfin, il faut tenter de comprendre en quoi la transnationalisation des mouvements sociaux représente un défi à la fois pour le système politique et pour l'existence même de ces derniers.

---

<sup>2</sup> Diani, Mario. "The concept of social movements". *The Sociological Review*, 1992, vol. 40, no. 1, p. 1-25

<sup>3</sup> Touraine, Alain. "The importance of social movements". *Social Movements Studies*, vol. 1, no. 1, 2002, p. 89-95

<sup>4</sup> Diani, op. cit.

**I- LA TRANSNATIONALISATION DES MOUVEMENTS SOCIAUX  
CONTEMPORAINS : UNE DYNAMIQUE RELIÉE À L'ÉVOLUTION DE NOS  
« SOCIÉTÉS COMPLEXES »- VERS UNE GÉNÉALOGIE**

Partant de l'étude des pratiques transnationales des mouvements sociaux, il est nécessaire de situer l'émergence des organisations transnationales dans le contexte plus large de la scène internationale.

Le terme de transnationalisation s'applique de plus en plus aux pratiques des mouvements sociaux pour définir la multiplication des interactions entre groupes de pays différents au sein de réseaux multiples et la création de valeurs et discours partagés par delà des contextes nationaux différents face à des enjeux communs. Cette dynamique se distingue du processus d'internationalisation en ce sens qu'elle part des groupes de base et conserve une forte dimension locale et nationale, tandis que l'internationalisation est davantage la chasse gardée de la sphère politique institutionnelle inter-étatique. Giugni rappelle cette distinction en se référant à Modelski :

*International relations only implies relations among sovereign nation-states, whereas transnational relations- upon which the historical process of globalization is based- describes "those linkages among individuals, groups, organizations and communities within different nation-states" <sup>5</sup>*

La décennie 1990 a vu émerger la multiplication des manifestations de grande envergure et les grands rassemblements de divers mouvements sociaux dans une même contestation de l'ordre politico-économique. L'ampleur prise par la manifestation de Seattle en 1999, largement liée à l'effet de surprise qu'elle a suscitée, marque une étape importante dans l'émergence et la multiplication des pratiques transnationales. En effet, ces rencontres entraînent la création de nouveaux réseaux, de groupes d'affinités temporaires ou durables, et l'élaboration d'un discours contestataire plus homogène. C'est ainsi que, derrière des causes très locales et disparates, comme la revendication de la réforme agraire, de la liberté d'association, ou le refus des OGM, se développe des idées communes et partagées contre la marchandisation de la planète, qu'il s'agisse de celle des biens collectifs ou de la marchandisation des êtres humains eux-mêmes. De plus, la confrontation entre des expériences géographiquement éloignées n'en exclut pas moins une similitude dans les problématiques vécues par les gens. C'est que les politiques mises en œuvre par de nombreux pays sous l'influence des grandes institutions financières internationales se ressemblent et suivent un même modèle, d'où des impacts similaires dans le quotidien de la population.<sup>6</sup> Même si chaque mouvement conserve son autonomie et ses pratiques spécifiques au niveau local, il peut se doter d'une dimension transnationale qui le relie aux autres luttes et lui confère en même temps une légitimité supplémentaire sur le plan international.

---

<sup>5</sup> Giugni, Marco G. « The other side of the coin : explaining crossnational similarities between social movements ». *Mobilization: An International Journal*, 1998, vol. 3, no. 1, p. 92.

Modelski, George. *Principles of World politics*. New York: Free Press. 1972.

<sup>6</sup> Giugni exprime cette idée : « Globalization (...) helps produce structural affinities in different countries », *in Op. Cit.*, p. 103.

## A- UN CONTEXTE HISTORIQUE SPÉCIFIQUE : DES « SOCIÉTÉS COMPLEXES » ET INTERRELIÉES

### 1- Contexte de globalisation : vers une marchandisation généralisée de la planète

#### a- idéologie néolibérale dominante : le tournant des années 1980

Les années 1980 marquent le début de l'expérience néolibérale avec le virage à droite des pays industrialisés sous les règnes politiques de Thatcher et Reagan, et la mise en place des politiques d'ajustement structurel dans les « pays du Sud ». C'est en 1979 qu'est inaugurée l'ère de *l'ajustement structurel* par Robert McNamara, président de la Banque mondiale de 1968 à 1981, et cette philosophie politique, fruit de l'approfondissement des accords de Bretton Woods, est encore aujourd'hui dominante. La crise de la dette au Mexique en 1982 ne fit que renforcer la tendance : l'octroi de prêts dans l'avenir ne se fait que sous les « conditionnalités » imposées par les institutions financières internationales telles que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM). Sous prétexte d'assurer la stabilité macroéconomique des pays, ainsi que leur fiabilité pour les investisseurs étrangers, ces institutions s'ingèrent de plus en plus dans les politiques des États, préconisant de lourdes coupures budgétaires afin d'honorer le service de la dette et de rembourser les dettes.

La chute du mur de Berlin a sanctionné le communisme et l'ère bipolaire en même temps qu'elle consacrait l'apogée de la philosophie néolibérale. C'est ainsi que se sont faits sentir les premiers impacts de ces politiques dans les années 1990. Si les investissements florissaient et les mesures économiques s'amélioraient, il n'en était pas de même pour un grand pan de la population exclu de la croissance et de l'accès aux services sociaux.

Cette idéologie a contribué à modeler l'orientation de l'économie politique, ainsi que la globalisation financière. En effet, la recherche de nouveaux marchés s'effectue par le biais de l'ouverture des économies des pays en développement et la garantie de la libre circulation des capitaux. Mais ce processus de globalisation crée de nouveaux défis pour les mouvements sociaux. L'implantation, par exemple, de firmes transnationales dans des zones franches pour attirer les investisseurs étrangers pose de sérieux défis pour la reconnaissance des droits sociaux et la nature même de l'interlocuteur pour les revendications sociales. À qui s'adresser? À l'État national où est implantée la firme étrangère ou au patron de l'entreprise? Une organisation syndicale comme MEC (Maria Elena Cuadra) prend le parti de s'adresser à l'État nicaraguayen, vu toujours comme le garant des droits sociaux de ses citoyens.

#### b- Les projets de régionalisation

De plus, dans les Amériques, les projets de régionalisation tendent à accentuer cette homogénéisation des politiques institutionnelles. Les grands projets de régionalisation ont contribué à la création d'enjeux communs pour les pays concernés. Comme l'écrivent Gabriel et Macdonald, « *NAFTA has (...) given rise to innovative forms of collaboration between Canadian and Mexican women.* » (Gabriel and Macdonald, 1994: 561). C'est l'occasion pour les voix contestataires de chaque pays de se regrouper et de développer un langage commun pour tenter de désamorcer des projets comme celui de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), comme c'est le cas pour une organisation comme l'Alliance Sociale Continentale (ASC), par exemple.

## 2- Les impacts : une désaffection de l'État sur la question sociale et la mutation de son rôle

Le retrait progressif de l'État de son rôle de pourvoyeur de services publics s'accompagne d'une vague de mécontentement dans nombre de mouvements qui voient dans ce processus une régression de la démocratie. Cette conception nouvelle de l'État est le fruit du courant néolibéral dominant. Au Nicaragua, les groupes de femmes en appellent au mandat social de l'État pour protéger les droits des travailleuses. Cette lutte s'inscrit donc dans un processus plus large de transformation des prérogatives étatiques.

### a- les PAS et la dette

Le retrait de l'État des politiques sociales est le fruit de la mise en œuvre des politiques d'ajustement structurel (PAS) visant à stabiliser la situation macro-économiques des pays et à assurer le remboursement de la dette. Instituées à la suite de la crise de la dette mexicaine de 1982, les PAS sont devenues une condition *sine qua non* de l'appui des grandes institutions financières internationales que sont le FMI et la BM qui garantissent aux investisseurs étrangers une protection. Ces PAS ont un coût très important en matière de protection sociale.

### b- l'État devient propriétaire du bien public

Cette situation est liée à l'évolution de la conception même de l'État dans l'idéologie néolibérale. L'État n'est plus le garant des droits sociaux et économiques de sa population mais il doit veiller à favoriser la circulation des échanges et des investissements. L'État gestionnaire a remplacé l'État-providence. Mais surtout l'État modifie sa raison d'être première : de protecteur du bien public, il s'arroge le droit d'en être le détenteur et le propriétaire. Il modifie son rapport au bien public en marchandisant ce dernier et en le soumettant à son éventuelle privatisation. Dorval Brunelle qualifie de « prédateur » l'État « qui s'arroge le droit de transférer la propriété collective en propriétés privées »<sup>7</sup>. Cette mutation entraîne une menace constante sur les droits sociaux et l'héritage des luttes sociales passées qui se trouvent soumis à une remise en cause perpétuelle de par le pouvoir de l'État de les rendre caducs en les privatisant. C'est une transformation en profondeur des fondements mêmes de l'État qui est en train de s'opérer :

*Les pouvoirs institués opèrent une véritable inversion de rôles et de fonctions quand ils renoncent à être les mandataires du bien public pour se transformer en propriétaires; c'est à ce titre qu'ils prétendent tenir la légitimité pour brader les avoirs collectifs, des avoirs qui sont souvent eux-mêmes le résultat de luttes gagnées de haute main par les citoyennes et les citoyens du pays. Mais aucune constitution n'accorde la propriété des biens collectifs aux gouvernements.*<sup>8</sup>

Cette mutation du rôle de l'État est cruciale pour comprendre les enjeux fondamentaux qui sont sous-jacents à la mobilisation sociale contemporaine. En effet, la contestation sociale se dote d'une dimension d'urgence et d'obligation : elle ne vise plus seulement à augmenter les acquis sociaux mais à préserver la base même de ces acquis et leur légitimité. C'est finalement le statut même de la contestation sociale qui se trouve fragilisée et discréditée.

<sup>7</sup> « L'État prédateur et le mouvement citoyen mondial : retour de Porto Alegre », *Observatoire des Amériques*, 12-02-2003, p. 5. [http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/Chro\\_Brunelle2.pdf](http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/Chro_Brunelle2.pdf)

<sup>8</sup> Ibid, p. 5.

### 3- des régimes démocratiques : une brèche pour l'expression de la contestation

#### a- démocratie politique et néolibéralisme économique : une coexistence paradoxale

L'arrivée de la démocratie dans les régimes politiques d'Amérique Latine ouvre la voie à la contestation et permet aux mouvements sociaux de se développer. Même si cette démocratie n'exclut pas les dangers de répression musclée, elle crée par son existence même un espace légitimé pour la revendication. Néanmoins, parallèlement, la logique néolibérale tend au contraire à réduire l'espace démocratique pour favoriser en premier lieu la bonne circulation des capitaux et des marchandises. Les mouvements sociaux revendiquent un approfondissement de la démocratie sur le plan social et économique, au-delà d'une simple démocratie politique et électorale. Ils sont là pour dénoncer les abus, la corruption, les contradictions entre la façade démocratique et la réalité des pratiques politiques.

#### b- entre ouverture symbolique et fermeture réelle : les contradictions du néolibéralisme

Dans un monde où la théorie du libre-échange domine les discours, il est surprenant de noter que la réalité, elle, présente au contraire des clôtures et des obstacles à l'exercice des droits des citoyens. Le libre-échange se limite à certains espaces et à la sphère commerciale, et encore dans ce domaine, il s'exerce en fonction des intérêts des plus puissants. Il s'inscrit dans une logique de rapport de pouvoir bien plus que dans une visée démocratique. L'agriculture des pays développés, par exemple, n'est pas soumise aux règles du libre-échange, bénéficiant de subventions gouvernementales pour maintenir sa compétitivité sur le marché mondial.

*au lieu du village global porté par la disparition des murs et des barrières qu'on nous avait promis, nous sommes confrontés à un réseau de forteresses reliées par des couloirs commerciaux fortement militarisés.<sup>9</sup>*

La mobilisation sociale vise à faire tomber les clôtures, à élargir l'espace démocratique à la sphère économique, ce qui suppose une condamnation des fondements du néolibéralisme. L'un des principaux consensus dans les revendications des groupes transnationaux est l'opposition à la conception néolibérale dominante de nos sociétés.

La transnationalisation des mouvements sociaux s'inscrit dans ce contexte spécifique qui conditionne l'évolution de ces derniers en même temps qu'il est pris pour cible par l'action et les revendications contestataires des ces mouvements. Il n'est donc pas surprenant que les premières grandes manifestations à l'échelle internationale se soient dirigées contre les grands projets de libre-échange comme l'ALE ou l'APEC. Face à ce système dominant et aux effets néfastes qui lui sont attribués, émerge une transnationalisation de la contestation. Par-delà les dirigeants et les institutions internationales, l'adversaire est une conception spécifique du monde, d'où la nature impalpable et floue de l'adversaire.

La forme transnationale prise par les mouvements sociaux répond en même temps à un contexte spécifique et s'est développée grâce à des vecteurs de transnationalisation. D'enjeux locaux, les revendications se sont dotées d'une dimension internationale dans le cadre d'un système dominant convergent. C'est ainsi que la multiplication des conférences onusiennes et l'exploitation des nouvelles technologies ont constitué des vecteurs clés pour la transnationalisation des mouvements sociaux.

<sup>9</sup> Klein, Naomi. *Journal d'une combattante : nouvelles du front de la mondialisation*. Actes Sud, 2003, p.14.



## B- L'ÉMERGENCE DE LA TRANSNATIONALISATION DE LA CONTESTATION

### 1- En réaction à la globalisation : lutter contre l'exclusion

Les mouvements sociaux font le procès à la globalisation et naissent de la contestation du système néolibéral dominant qui, malgré sa rhétorique d'inclusion, laisse de nombreux exclus derrière lui. Il n'est pas étonnant dans cette perspective qu'un mouvement social luttant pour « le travail, la justice et la vie » se soit nommé « Grito dos Excluidos », « Le cri des exclus ». Ce mouvement d'origine brésilienne est née en 1995 et s'est peu à peu transnationalisé pour devenir en avril 2000, à Mexico, le « Grito dos Excluidos Continental » à l'échelle des Amériques, hormis le Canada et les États-Unis. L'un des objectifs principaux clairement défini est de dénoncer la politique néolibérale responsable de l'exclusion de nombreux citoyens : « Os objetivos iniciais visavam denunciar (...) a atual política neoliberal que exclui todos que não participam do mercado. »<sup>10</sup>. Cette dénonciation initiale fut réitérée à l'occasion de la mise en place d'un agenda et de propositions communes en juin 2000, une façon d'amorcer la coordination concrète entre les pays pour lutter contre les politiques néolibérales à l'échelle régional et continental, « luta contra a exclusão em todas as suas categorias; (...) a luta contra o neoliberalismo como a principal causa da pobreza ».<sup>11</sup>

### 2- Les grandes conférences onusiennes : un tremplin pour la transnationalisation des mouvements sociaux

Le contexte d'émergence de ces réseaux transnationaux est essentiel pour bien les appréhender et il peut en outre mettre en évidence les facteurs facilitateurs ou non de la formation de tels regroupements. En effet, nombreux sont les réseaux de femmes initiés à partir de rencontres lors des grandes conférences de l'ONU. Ainsi, le système international a-t-il participé lui-même à la création et à la prolifération de ces réseaux transnationaux. Des initiatives comme DAWN<sup>12</sup>, ARM (articulacion feminista marcosur) ou la CLADEM (comité de América Latina y El Caribe para la defensa de los derechos de la mujer) ont été impulsées lors de préparation pour les conférences de l'ONU. La première rencontre de DAWN en août 1984 en Inde s'est faite dans le cadre de la préparation à la Conférence de Nairobi; la CLADEM a émergé également lors de cette même conférence en 1985, et l'AFM, quant à elle, a pris son essor en 1994 lors de la 4<sup>ème</sup> conférence mondiale sur le femme à Beijing.

La multiplication des grandes conférences organisées par les institutions internationales a contribué à la création de réseaux transnationaux parmi les mouvements sociaux. L'ONU fut en particulier un facilitateur pour la coordination du mouvement des femmes.

*The UN has played a key role in facilitating interaction and cooperation among feminist organizations. (...) Many TFNs [transnational feminist networks] were*

<sup>10</sup> <http://gritodosexcluidos.com.br/pgs/quemsomos.htm>

<sup>11</sup> <http://gritodosexcluidos.com.br/pgs/gritoamericas.htm>

<sup>12</sup> Même si DAWN (Development Alternatives with Women for a New Era) est un réseau mondial, ses membres latino-américains sont très actifs.

*formed, and numerous women's organizations came into contact with each other between the 1985 Nairobi conference and the Fourth World Conference on Women (in Beijing in 1995).* (Moghadam)

Ces réseaux ne se sont pas développés uniquement à l'instar des conférences portant exclusivement sur les femmes mais également lors de sommets sur des thématiques distinctes, telle la conférence de Rio sur l'environnement en 1992.

### **3- les nouvelles technologies et « l'ère de l'information » : un adjuvant pour la transnationalisation des mouvements sociaux**

La transnationalisation est facilitée par les progrès fulgurants en matière de communication de l'information durant les dernières décennies. La contraction de l'espace et du temps modifie nos rapports sociaux et nos perceptions quant à l'action humaine. Internet permet ainsi une simultanéité qui accélère considérablement les échanges, le flux de l'information et par là même le potentiel de réaction des mouvements sociaux.

Le rôle d'Internet dans la mise en réseaux des mouvements sociaux est indéniable et il sert par ailleurs de courroie de transmission médiatique pour relayer les actions et le discours des mouvements sociaux sur la scène publique. Il n'est qu'à se souvenir de l'abandon de l'AMI (Accord Multilatéral sur les Investissements) suite à un réseautage Internet fulgurant pour informer des enjeux entourant un tel accord. En effet, cet accord visait à étendre les prérogatives des multinationales en matière d'investissement.

*Les propositions trahissaient une claire volonté d'augmenter surtout la liberté et la protection des investisseurs étrangers. L'accord était en fait rédigé sur mesure pour les multinationales : les droits des investisseurs y étaient étendus, mais il n'était guère question de leurs responsabilités et de leurs devoirs.*<sup>13</sup>

Les négociations se voulaient secrètes mais une fuite d'information a entraîné le dévoilement de l'accord via Internet en 1997. « L'AMI découvert, certains groupes influents de chercheurs déjà bien implantés (par exemple le Global Citizens aux États-Unis et l'Observatoire de la mondialisation en France) se mobilisent publiquement contre l'Accord »<sup>14</sup>. Le résultat de cette mobilisation fut l'échec de la ratification de l'AMI. Dans ce cas, c'est la rapidité de réaction qui permet de mettre en échec l'accord grâce aux potentialités offertes par Internet. Ce n'est pas tant la formation initiale des liens transnationaux qui sont facilitées par Internet puisque certains contacts doivent déjà être établis au préalable, mais l'extension du réseau par listes de contacts superposées et la possibilité de création de nouveaux réseaux.

Internet est également un vecteur très important pour la visibilité des mouvements sociaux. L'information sur les mobilisations sociales peuvent ainsi passer du local au global. Selon Chomsky, cet élément est primordial dans l'accession à une plus grande visibilité : « es clave el papel de los medios progresistas y su nuevo alcance internacional via Internet »<sup>15</sup>. La cause zapatiste a interpellé le monde entier en 1994 lors de l'appel du sous commandant Marcos, et ce mouvement a donné lieu à une floraison de sites web.<sup>16</sup> La lutte zapatiste

<sup>13</sup> Barrez, Dirk. *Une autre mondialisation est possible. De Seattle à Porto Alegre*. Rhode-St-Genève : Le Roseau vert, 2002, p. 57.

<sup>14</sup> Bellerose, Charles. *L'interaction autorégulée ou les assises paradigmatiques du néolibéralisme : les rapports entre la nouvelle théorie sociale et le discours du mouvement pour une autre mondialisation*. UQAM : Thèse de Doctorat en sociologie, 2003, p. 410.

<sup>15</sup> Quotidien *La Jornada*, dimanche 19 septembre 2004, p. 41.

<sup>16</sup> On peut répertorier près d'une vingtaine de sites relatifs aux zapatistes : (la liste ne se veut pas exhaustive)

toujours ancrée dans l'action locale, s'est dotée d'une envergure internationale avec des échos dans le monde entier.

La mondialisation, comme étape historique de nos sociétés contemporaines, a contribué à favoriser la transnationalisation des mouvements sociaux. « Globalization (...) makes diffusion of movement repertoires and strategies easier ». <sup>17</sup> Mais qu'en est-il de la forme qu'emprunte cette transnationalisation et de sa spécificité?

## C- LA TRANSNATIONALISATION ET SES CARACTÉRISTIQUES : VERS UNE TYPOLOGIE

### 1- La transnationalisation : un même concept pour définir un processus multiple

Le contexte international de la mondialisation joue donc sur l'évolution et la nature même de la dynamique transnationale des mouvements sociaux. Il est en même temps le lieu où s'effectue cette transnationalisation et un élément qui participe à sa construction tout en la façonnant. Comme l'affirme Giugni,

*Globalization is responsible for the resemblance of social movements across countries because it has helped to (1) create transnational opportunities, (2) form structural affinities in different countries, and (3) facilitate the diffusion processes.* <sup>18</sup>

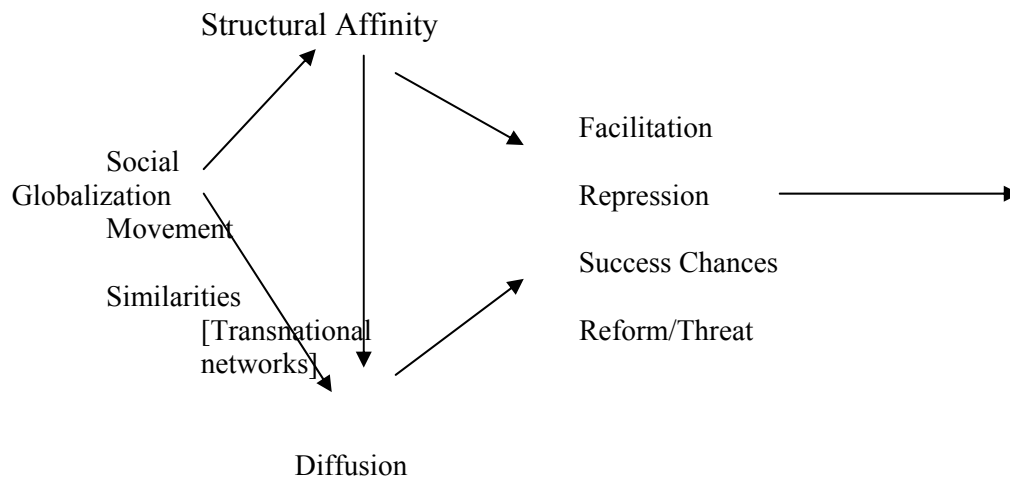
Giugni rassemble trois modèles en un : « the Globalization model », « the Structural Affinity model » et « the Diffusion model », afin de saisir toutes les facettes du phénomène de transnationalisation des mouvements sociaux. Chacun se définit davantage comme des facteurs qui interagissent et éclairent un aspect particulier de la dynamique transnationale.

---

[www.mx.geocities.com/bzaptlalpan/BZAPTLALPAN.html](http://www.mx.geocities.com/bzaptlalpan/BZAPTLALPAN.html) (Brigada zapatista de Tlalpan),  
[www.cspcl.ouvaton.org/](http://www.cspcl.ouvaton.org/) (Comité de solidarité con Chiapas-Paris),  
[www.pangea.org/ellokai/chiapas/home/mexp.htm](http://www.pangea.org/ellokai/chiapas/home/mexp.htm) (Comité de solidarité con la rebelion zapatista),  
[www.ezln.org/](http://www.ezln.org/) (EZLN), [www.ezlnaldf.org/index.php](http://www.ezlnaldf.org/index.php) (EZLN a D.F),  
[www.fzln.org.mx/](http://www.fzln.org.mx/) (FZLN),  
[www.eco.utexas.edu/faculty/Cleaver/chiapas95.html](http://www.eco.utexas.edu/faculty/Cleaver/chiapas95.html) (Chiapas95),  
[www.geocities.com/CapitolHill/1364/](http://www.geocities.com/CapitolHill/1364/) (Coalicion zapatista de Cincinnati)  
[www.nelyolizili.8m.com/ezln.htm](http://www.nelyolizili.8m.com/ezln.htm) (Marcha del EZLN)  
[www.enlacecivil.org.mx/](http://www.enlacecivil.org.mx/) (Enlace Civil)  
[www.nodo50.org/pchiapas/](http://www.nodo50.org/pchiapas/) (Plataforma de Solidaridad con Chiapas- Madrid)  
[www.geocities.com/ccd-utopia/tepeyac/guadalupe\\_tepeyac\\_es.html](http://www.geocities.com/ccd-utopia/tepeyac/guadalupe_tepeyac_es.html) (Navegando al Sureste)  
[www.eco.utexas.edu/faculty/Cleaver/zapsincyber.html](http://www.eco.utexas.edu/faculty/Cleaver/zapsincyber.html) (Zapatistas in Cyberspace)

<sup>17</sup> Giugni. Op. Cit., p. 103.

<sup>18</sup> Giugni, Marco G. Op. Cit., p. 98.



*Schéma de Marco G Giugni, "The other side of the coin: explaining crossnational similarities between social movements", op. cit., p. 96.*

Néanmoins, cette transnationalisation se décline de différentes manières et revêt des formes très diversifiées.

#### **a- entre extériorisation et intériorisation : une dynamique multiforme**

Un groupe peut se transnationaliser de différentes manières : par le développement de liens au-delà des frontières nationales à travers un processus d'extériorisation comme dans le cas de la Marche Mondiale des Femmes (MMF), ou par l'apport d'un langage « universel » à une cause très localisée. C'est l'exemple du groupe syndicaliste de femmes MEC (María Elena Cuadra) du Nicaragua qui s'approprie et incorpore à son discours revendicateur la dimension des droits humains sans pour autant que son action, elle, se transnationalise. Au contraire, son action reste fortement ancrée dans le local. Ce processus correspond davantage à une intériorisation de l'internationalisation des enjeux de notre société contemporaine. MEC se transnationalise au niveau de son discours et s'appuie sur des outils extérieurs qui portent en eux la reconnaissance internationale et par là même une légitimité politique. Il serait possible de parler d'une « internalisation » spécifique aux mouvements sociaux, c'est-à-dire d'une prise en compte d'un environnement extérieur et de son appropriation consécutive.

On peut ainsi distinguer la nature de la transnationalisation selon que celle-ci porte sur l'action ou sur le discours. Mais l'une des particularités de ce phénomène est que plusieurs types de transnationalisations peuvent se superposer pour un même groupe. L'un n'exclut pas l'autre. Ainsi, MEC développe aussi son action sur le plan transnational en étant impliquée dans un réseau plus large de défense des travailleurs, le Réseau des femmes solidaires avec les travailleurs des « maquiladoras » en Amérique Centrale. Les groupes développent plusieurs stratégies en même temps et s'attaquent sur plusieurs fronts à la fois, d'où leur aspect disparate et éclaté. Leur transnationalisation peut s'opérer dans plusieurs domaines à la fois. Une dimension internationale interfère et suscite la connexion et la reconnaissance de luttes communes par-delà les frontières, que ce soit au sein d'un même mouvement, à travers la création concrète d'un réseau de groupes issus de la cause des femmes, ou que soit par le biais de connexions entre des mouvements différents, comme ici le mouvement des femmes et celui des droits humains.

### **b- des similitudes sous-jacentes : une condition nécessaire à la transnationalisation**

Pour qu'il y ait transnationalisation, il faut au préalable reconnaître l'existence de points communs entre son expérience et celle d'autres groupes à l'étranger. Si l'on se lie en réseaux ou que l'on se regroupe, c'est qu'on identifie des points de convergence entre les différentes luttes menées. Nos sociétés contemporaines s'inscrivent dans un monde inter relié et dépendant, qui présente une certaine convergence dans ses pratiques politiques. Le courant néolibéral et la globalisation financière ont des impacts sur la transformation des vies et les gens se reconnaissent dans la similitude des obstacles auxquels ils ont à faire face. Par ailleurs, les principes démocratiques se diffusent très largement et servent souvent de recours aux citoyens pour la défense de leurs droits.

## **2- les critères de différenciation des regroupements transnationaux : vers une typologie**

### **a- la nature des regroupements : plurielle et complexe**

Les pratiques transnationales peuvent se décliner de différentes façons : soit par des liens isolés et lâches, soit sous la bannière d'enjeux communs. Dans ce dernier cas, en fonction de la nature des enjeux, ce sont des réseaux qui se créent pour interagir sur une même thématique (REMTE), ou des coalitions qui se forment sur des problèmes plus spécifiques (ASC contre la ZLÉA).

Ces canaux d'expression qui mettent en lien des groupes de pays différents ont des modes de regroupement distincts :

- Un **mode horizontal** qui rassemble des groupes d'un même secteur, comme la MMF (Marche Mondiale des Femmes) pour les femmes, l'ORIT (Organisation régionale interaméricaine des travailleurs) pour les travailleurs, la CLOC (Coordinadora/Congreso latinoamericana de Organizaciones del Campo) pour les paysans, la CISA (Consejo Indio de Sur America) pour les indigènes.
- Un **mode transversal** qui regroupe différents secteurs dans une lutte commune, telle l'ASC (Alliance Sociale Continentale) en réaction au projet de zone de libre-échange des Amériques prévu pour 2005, la ZLÉA. Plusieurs membres de l'ASC sont déjà le fruit de coalitions nationales transversales comme la REBRIP (Brésil), la RMALC (Red Mexicana de Acción Frente al Libre Comercio), ou d'initiatives régionales telle la ICIC (Initiative Civile pour l'Intégration Centraméricaine) ou la RQIC (Réseau québécois sur l'intégration continentale) au niveau provincial.

Ces deux modes de regroupement font varier la nature même des relations entre groupes d'un même réseau transnational. Dans le cadre de la MMF, les pratiques se font entre des groupes de pays différents mais au sein d'un même mouvement, celui des femmes. En revanche, les coalitions sectorielles chapeautent des mouvements très divers dont les intérêts divergents à la base parviennent à converger dans une cause commune.

### **b- des niveaux de représentation divers**

Les réseaux et coalitions ont des échelles de représentation différentes : de locale, une structure peut s'élargir à une province (comme le RQIC au Québec), à une région telle la COICA (Coordinadora de las Organizaciones Indigenas de la Cuenca Amazonica) en Amazonie, à un hémisphère (Amérique du Nord/ Amérique du Sud), un continent (les Amériques) ou même se définir comme mondiale (regroupant des organisations de tous les continents).

### c- Le positionnement face aux institutions.

#### *i- plusieurs combinaisons possibles*

A la suite de Pierre Hamel, il est possible de distinguer trois types de positionnements<sup>19</sup> :

- « l'autoinstitutionnalisation » fait référence aux mouvements qui évoluent en dehors de tout cadre institutionnel ;
- l' « institutionnalisation partielle » désigne les mouvements qui sont à la fois dans et à l'extérieur du système et qui oscillent entre la participation et la contestation en fonction des enjeux et de la situation contextuelle.
- Enfin, il y a ceux qui jouent le jeu de l'institutionnalisation tout en tentant d'apporter une perspective critique de l'intérieur et qui visent à remettre en cause les finalités des institutions.

Mais il n'est pas exclu qu'un mouvement ou une organisation transnationale modifie son rapport à l'institutionnalisation au cours de son cheminement.

De plus, certaines organisations comme la REPEM (Red de Educacion Popular Entre Mujeres) qui regroupe à elle seule 140 ONG<sup>20</sup>, sont intégrées dans le fonctionnement institutionnel à l'échelle internationale et jouissent du statut consultatif à l'ÉCOSOC. Octroyer un tel statut à un regroupement d'organisations a en conséquence un impact sur l'égalité de la représentativité. En effet, si l'allégeance multiple est possible, une même organisation peut se voir représentée plusieurs fois si elle fait partie de différents regroupements qui ont chacun des pouvoirs spécifiques de représentation. Le réseautage peut vite devenir prioritaire et faire partie intégrante d'une stratégie organisationnelle spécifique. Dans cette course à la plus grande reconnaissance politique, les moyens et les ressources disponibles ne sont pas négligeables.

#### *ii- deux variables essentielles : la nature des enjeux et le type de gouvernement en place au niveau national*

Les mouvements sociaux se distinguent également par le choix de leur approche sur une problématique donnée. Face à la question de l'environnement, certains groupes adoptent une position conservatrice de protection, et d'autres ont une démarche plus progressiste qui inclut une volonté de transformation sociale. Ce sont les mouvements qui prônent une volonté de changement social qui nous intéressent principalement ici car l'objectif est d'analyser les pratiques transnationales selon une perspective de changement social. Mais il faut noter que la distinction de nature entre un mouvement radical/ réformiste/ conservateur n'est pas si aisée car elle dépend le plus souvent d'un enjeu particulier. Ainsi un même mouvement peut-il se prévaloir de plusieurs étiquettes selon qu'il se trouve dans une logique de concertation ou au contraire d'opposition. Ces stratégies sont bien plus le fait d'une situation et d'un enjeu donnés que d'une tendance générale adoptée. Il est certain qu'un mouvement comme les Black Block se caractérise davantage par la voie de la contestation absolue mais leur action se cantonne à des manifestations d'envergure spontanées. Des mouvements comme les femmes, les indigènes, les écologistes, jouent davantage sur différents plans, à la fois intégrés dans le système politique international et à la marge dans les contre-manifestations. Ce sont plus ces mouvements oscillant entre participation et opposition qui sont au centre de notre analyse.

<sup>19</sup> Hamel, Pierre, Louis Mahieu et Jean-Guy Vaillancourt, « Mouvements sociaux, enjeux institutionnels et démocratisation », *Politique et Sociétés*, 2000, vol. 19, no.1.

<sup>20</sup> Créée en 1981. Représentation régionale pour l'Amérique Latine de DAWN (Development Alternatives with women for a New Era). Cf. [www.repem.org.uy/](http://www.repem.org.uy/)

De plus, la nature du gouvernement au pouvoir est importante et joue sur le choix du niveau d'institutionnalisation des mouvements. En effet, face à des dirigeants politiques conservateurs et des régimes réprimant la contestation, les mouvements se situent davantage dans la sphère non institutionnelle et vont chercher des appuis à l'extérieur, d'où leur transnationalisation.

Les mouvements se positionnent en fonction des enjeux mais ils multiplient leur engagement sur divers enjeux qui se retrouvent inter reliés dans des sociétés complexes et dépendantes.

### **3- les caractéristiques communes : quelques points de convergence**

#### **a- les thèmes de revendication et d'intérêt : un variété commune**

La très grande variété des thèmes caractérise les revendications de ces mouvements et peut donner lieu à une certaine confusion, surtout dans le cas d'une organisation transversale ou mixte. En effet, concilier des thèmes aussi différents que l'environnement, les droits humains, l'identité sexuelle, l'identité autochtone ou le droit syndical, est ardu. Mais cette tendance met en évidence la démultiplication des champs de protestation qui ne se limitent plus aux seules conditions de travail. Certaines revendications sont transversales telle l'égalité hommes/femmes touchant tous les secteurs de la société tandis que d'autres sont sectorielles, comme l'identité autochtone limitée à une catégorie spécifique de la population.

A la manière d'Offe, on peut distinguer deux types de revendications<sup>21</sup> :

- les revendications universalistes touchant des thèmes comme l'environnement, les droits humains, la paix
- les revendications particularistes définies davantage en fonction des acteurs : les étudiants.

#### **b- Une adhésion non exclusive : l'allégeance multiple**

Une des caractéristiques fondamentales des mouvements sociaux est que la participation n'est pas exclusive. Ainsi, un même citoyen peut-il être membre de plusieurs mouvements, ayant des identités multiples superposables : une femme, syndicalisée, indigène peut être représentée dans trois mouvements différents. Cette multiplication des allégeances se répète au niveau des regroupements transnationaux : une même organisation peut faire partie de plusieurs réseaux distincts. Par exemple, le Mouvement des Sans Terre (MST) du Brésil fait partie de la coordination nationale la REBRIP, le Réseau Brésilien pour l'Intégration des Pauvres, qui lui même est engagé dans la campagne continentale contre l'ALCA et dans l'ASC. Le MST est aussi membre de la CLOC (Coordinadora Latinoamericana de Organizaciones del Campo, représentation régionale de Via Campesina) en tant que groupe agricole concerné par les questions agraires et alimentaires. Un même mouvement peut ainsi s'allier à différents réseaux en fonction des enjeux sur lesquels il se positionne. Et ces réseaux ont une extension tant horizontale que verticale, avec des ramifications sur plusieurs niveaux à la fois. D'où la complexification de la transnationalisation et l'enchevêtrement des liens entre les différents échelons. C'est pour cela que l'on peut trouver dans une même organisation telle l'ASC des groupes de niveau

<sup>21</sup> Offe, Claus. "Les nouveaux mouvements sociaux: un défi aux limites de la politique institutionnelle". *Futur Antérieur*, vol. 22, no. 2, 1994, p. 1-16.

différent, entre le niveau national comme The Alliance for Responsible Trade des Etats-Unis et le niveau régional tel l'ORIT (Organisation Régionale Interaméricaine des Travailleurs). De plus, au sein d'un même mouvement social, un membre d'un groupe réseauté peut faire partie d'autres réseaux. Les liens se trouvent alors très ténus avec de nombreux ponts établis. Pour le mouvement des femmes, Moghadam met en évidence ce réseautage épars mais en fin de compte serré : « Feminist networks tap into each other in an almost seamless web, with many points of intersection . »<sup>22</sup>

Ce phénomène pose un sérieux défi à la notion de représentativité dans un système politique caractérisé par un citoyen = une voix et où l'adhésion à un parti politique exclut le plus souvent une seconde allégeance partisane.

### c- Les types d'acteurs en jeu : une hétérogénéité sociale...

Les mouvements sociaux actuels regroupent des acteurs aux identités politiques, socio-économiques très variées.

« La politique des nouvelles classes moyennes, contrairement à celle de la classe ouvrière et à celle des anciennes classes moyennes, est en général la politique d'une classe, sans être une politique *au service* d'une classe. »<sup>23</sup>

Offe distingue trois types d'acteurs dans les mouvements sociaux :

- un noyau issu des nouvelles classes moyennes, caractérisé par « un niveau d'instruction élevé, une sécurité économique relative et un emploi autonome ou dans les services sociaux ».
- des groupes « périphériques » ou « sortis de la sphère marchande », c'est-à-dire pas liés directement à l'univers du marché du travail, tels les femmes au foyer, les étudiants, les retraités, et qui ont du temps à consacrer à l'engagement politique.
- « l'ancienne classe moyenne » composée des paysans, artisans, petits commerçants dont les revendications peuvent coïncider avec les préoccupations des deux autres groupes.

### ...mais une prédominance de la classe moyenne dans les groupes transnationaux

Les acteurs en jeu qui oeuvrent à la multiplication des liens transnationaux sont les groupes que l'on retrouve dans les mouvements sociaux, avec une prédominance de la classe moyenne éduquée, pouvant se permettre des déplacements plus fréquents. En effet, les pratiques transnationales, pour être effectives au-delà d'un simple échange d'information via Internet, doivent se concrétiser à travers des rencontres, forums et autres réunions plus ou moins informelles. Et ce sont souvent les mieux nantis qui se déplacent, les coûts de transport n'étant pas négligeables. Dans cette logique, les structures les mieux dotées financièrement sont les plus susceptibles d'être représentées et d'avoir voix au chapitre, que ce soit dans le réseau lui-même ou dans la concertation avec les institutions internationales. Il va sans dire qu'au cours de cette sélection, certains thèmes mis de l'avant par les groupes de base sont abandonnés ou relayés par d'autres problématiques plus à même d'être entendues.

La transnationalisation multiplie les points de convergence et tend à développer des similitudes entre les mouvements sociaux tant dans les formes d'action que dans le choix des modes d'organisation internes ou des thèmes de revendication. On peut parler de transnationalisation des mouvements sociaux en ce sens et sans même qu'existent de connexions véritables entre les groupes. Ce n'est qu'à travers la similitude de leur nature qu'ils se rejoignent et acquièrent par là même une dimension transnationale.

<sup>22</sup> Moghadam, Valentine M. « Transnational feminist networks : collective action in an era of globalization ». *International sociology*, vol. 15, no. 1, mars 2000, p. 66.

<sup>23</sup> Offe, Claus. Op. Cit., p. 107.



*La voix qui s'arme pour se faire entendre,  
le visage qui se cache pour se rendre visible.*  
Sous commandant Marcos

## II- LES PRATIQUES TRANSNATIONALES DES MOUVEMENTS SOCIAUX : COMMENT SE MANIFESTENT-ELLES?

Après avoir identifié les regroupements transnationaux, il est important d'analyser leur mode de fonctionnement et de repérer les points de convergence dans les manifestations des pratiques transnationales. Mettre en évidence ces similitudes doit permettre de mieux appréhender le phénomène de transnationalisation des mouvements sociaux contemporains. Nous distinguons avant tout les modes d'action et de fonctionnement à l'interne, et les modes d'action à l'externe. Une troisième catégorie rassemble les thèmes de revendications et les schèmes culturels et discursifs pour mettre en évidence les représentations qui sous-tendent les modes d'action ainsi que la dimension identitaire des mouvements sociaux.<sup>24</sup>

### A- DES MODES DE FONCTIONNEMENT PARTICULIERS

#### 1- les modes d'action à l'interne

##### a-la configuration des échanges

Un groupe qui se transnationalise, que ce soit dans le cadre d'un regroupement ou non, développe nécessairement des liens spécifiques avec d'autres organisations, étrangères ou internationales. Le contenu de ces liens peut varier énormément selon le degré de transnationalisation : du simple échange d'information, il peut se transformer en apport de ressources et d'expertise ou encore se traduire par des liens plus ténus à travers des agendas et des campagnes d'action communs.

---

<sup>24</sup> Notre catégorisation est un peu différente et comprend une distinction supplémentaire mais recoupe en fin de compte celle de Giugni. Les pratiques des mouvements sociaux peuvent ainsi se ressembler sur différents points. Giugni met en évidence six domaines de convergence possibles ;

- en premier lieu, les thèmes et les objectifs peuvent se développer de façon similaire dans des pays différents. C'est ainsi qu'on retrouve des mêmes mouvements tel celui des femmes, celui pour la paix ou des groupes environnementaux.
- Deuxièmement, les niveaux de mobilisation tendent à se rejoindre.
- Troisièmement, les stratégies, les tactiques et les formes d'action acquièrent des points communs. Les grandes marches dans le pays sont autant réalisées par le mouvement autochtone tels les zapatistes ou les indigènes d'Équateur que par le MST du Brésil. Le point d'arrivée est toujours la capitale et le lieu du pouvoir politique. Il est certain que la stratégie d'un groupe peut être reprise par un groupe d'un autre pays. C'est l'action directe qui caractérise ces pratiques de contestation le plus souvent.
- Quatrièmement, la similitude des structures organisationnelles.
- Cinquièmement, les ressemblances au niveau des cadres culturels, des idées et des discours. Le cas des zapatistes est emblématique et nourrit le mouvement autochtone dans les Amériques.
- Sixièmement, des parallèles existent en termes de simultanéité des actions de protestation.

Il est certain que les interactions au-delà des frontières nationales se développent de plus en plus au sein des mouvements sociaux. Dans le cas des groupes environnementaux, ces activités sont très fréquentes. C'est un constat qui ressort d'une étude menée auprès de 248 groupes environnementaux dans 56 pays différents et touchant plus de 20 millions de militants environnementalistes de par le monde. L'objectif de l'analyse était de mettre en évidence les caractéristiques de la coopération transnationale au sein des groupes environnementaux. Ce « Global Environmental Organizations Survey » (GEOS) a fait ressortir la fréquence des activités transnationales sur la base de questionnaires. Les activités ont été classifiées selon trois catégories : l'échange d'informations, la coordination des activités et la participation à des conférences internationales. La création d'un indice (Communication Index) pour évaluer le degré de l'action transnationale par le biais du niveau de ces trois types d'activités montre que la plupart des ONGs sont impliquées dans ces actions avec 71.5% pour l'Amérique du Nord et 69.8% pour l'Amérique du Sud.

*i- The frequency of transnational activities*

Activity	North America (en %)	Latin America (en%)
Met groups from other nations to exchange information	81.0	89.2
Met groups from other nations to coordinate activities	66.7	67.2
Attended international conferences	81.0	80.6
Communication Index	71.5	69.8
(Number of cases)	19-21	62-65

*Source: Rohrschneider, Robert et Russel, J. Dalton. "A global network? Transnational cooperation among environmental groups". The journal of politics, vol. 64, no. 2, mai 2002, p. 519.*

Avec qui sont établis ces liens? Il est intéressant de voir que les groupes environnementaux d'Amérique du Nord et d'Amérique du Sud ont des contacts essentiellement avec des groupes en dehors des Amériques et sont finalement peu réseautés entre eux.

*The geographic scope of group activities*

Group has :	North America	Western Europe	Pacific Rim	Latin America	East Europe	Asia
No international contacts	0	2.2	8	4.6	0	0
Contacts mostly with groups in neighboring countries	4.8	23.1	16	12.3	20.8	9.1
Contacts with groups in neighboring countries and outside region	61.9	65.9	72	63.1	70.8	90.9
Contacts mostly with groups outside region	33.3	8.8	4	20	8.3	0
(Number of cases)	21	91	25	65	24	11

*Source: Rohrschneider, Robert et Russel, J. Dalton. "A global network? Transnational cooperation among environmental groups". The journal of politics, vol. 64, no. 2, mai 2002, p. 521.*

De plus, les contacts avec des ONGs internationales prennent le pas sur les interactions avec les organes politiques nationaux :

*45% of groups say they « often » interact with international NGOs : a level of contact higher than with national commissions, formal meetings with national government representatives, parliament, or national political parties.<sup>25</sup>*

C'est en ce sens que le mouvement environnemental se transnationalise et qu'il va chercher à l'extérieur des soutiens à sa cause. Ce tissage de liens et de réseaux peut permettre en retour une plus grande visibilité sur le plan national, ce qui a été nommé comme l'« effet boomerang ».

***ii- Pas de corrélation nécessaire entre les thèmes défendus et le niveau de mobilisation***

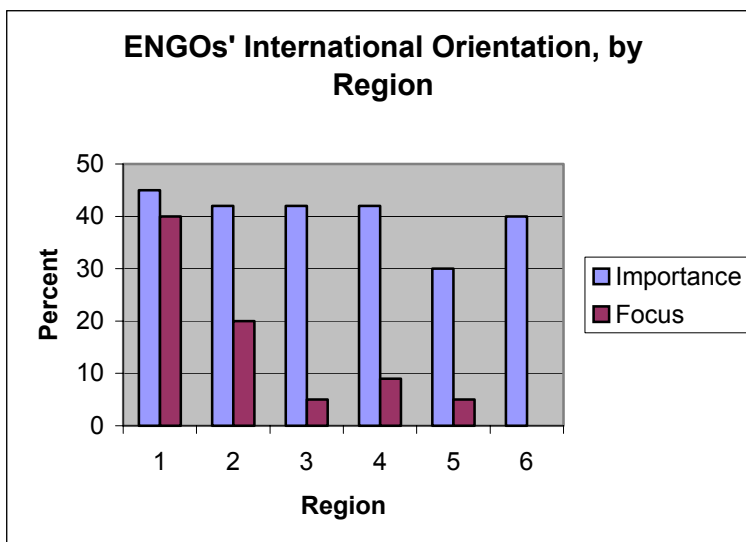
L'implication dans des réseaux internationaux n'est pas nécessairement liée aux thèmes d'un groupe. Il n'y a pas forcément concordance entre le thème défendu par le groupe et le niveau de son action politique. Ainsi, une thématique à portée globale tel le réchauffement de la planète peut être défendue uniquement sur le plan national si l'organisation se concentre sur la lutte contre les émissions de CO2 dans son pays, tandis qu'un groupe axé sur la protection de la vie sauvage pourra se doter d'une dimension transnationale au sein de ses activités.

*Thus, while this NGO is concerned with an international issue, it may work for solutions primarily at the national level. Likewise, a group may be concerned with wildlife protection, which suggests an emphasis on domestic politics. But if this group focuses on the global economic forces as a threat to wildlife, it may work on international issues, such as the destruction of forests in Latin America and Southeast Asia.<sup>26</sup>*

<sup>25</sup> Rohrschneider, Robert et Russel, J. Dalton. "A global network? Transnational cooperation among environmental groups". *The journal of politics*, vol. 64, no. 2, mai 2002, p. 521.

<sup>26</sup> Ibid, p. 523. "the issue focus may suggest a group's geographic perspective, but this alone cannot be taken as evidence for its orientation toward political action".

Les groupes environnementaux du Nord sont plus à même de s'intéresser d'abord à la dimension internationale de l'environnement que les groupes du Sud, plus centrés sur des thématiques nationales.



Note : the « importance » variable is the average ascribed to global warming and ozone depletion as an issue of vital importance to the group;

The “focus” variable presents the percentage of groups that say they focus on international issues over national issues.

*Source* : ENGOs' International Orientation, by Region<sup>27</sup>

En Amérique du Nord, 40% des groupes s'orientent plus vers des problèmes internationaux que nationaux, tandis que les groupes d'Amérique latine sont à peine 10% à affirmer que la priorité est donnée aux questions internationales.

#### **b- caractéristiques principales des échanges : l'horizontalité et la décentralisation comme mode de fonctionnement prioritaire**

Les organisations adoptent le plus souvent un mode de fonctionnement horizontal, sans hiérarchie. La distinction entre dirigeants et membres est estompée au profit d'une conception plus horizontale où tous se définissent avant tout comme membres. Néanmoins, il est certain que les mouvements possèdent leurs leaders par-delà le discours prôné. Les catégories restent cependant plus souples.

*Les nouveaux mouvements sociaux ne s'appuient pas (comme les formes traditionnelles d'organisation politique) sur le principe organisationnel de la différenciation- que celle-ci soit horizontale (adhérents/non adhérents) ou verticale (dirigeants/base). Au contraire, il semble y avoir une forte tendance à la dédifférenciation, c'est-à-dire à la fusion des rôles publics et privés, des attitudes instrumentales et expressives, et en particulier une ligne de démarcation estompée et tout au plus transitoire entre les rôles de « membres » et les « dirigeants » formels.<sup>28</sup>*

<sup>27</sup> Ibid, p. 522.

<sup>28</sup> Offe, Op. Cit., p. 104.

La décentralisation des actions n'est pas nécessairement synonyme de confusion. Chaque mouvement, en conservant son angle d'attaque particulier, peut être très percutant à l'heure des dénonciations car il a, à son actif, des analyses et des données très pointues. Ainsi, Nike se fait dénoncé par le mouvement étudiant nord-américain anti-sweatshop, Shell par les groupes environnementaux, Gap par les travailleurs. Sur chaque front, un mouvement est présent pour mettre en œuvre la contestation et lutter pour la revendication des droits et le changement social. Derrière l'impossible cohésion de tous ces mouvements dans un plan d'action commun, ce sont des actions concrètes qui se multiplient et font l'utilité de la lutte. *« La décentralisation constitue une réponse logique, voire ingénieuse, à la fragmentation préalable des réseaux progressistes et à l'évolution sociale au sens large. »*<sup>29</sup>

La **souplesse** de la structure des interactions facilite la réorientation rapide du mouvement ainsi que sa vitesse de réaction lors de décisions tel l'AMI. Le militant John Jordan du groupe Reclaim the Streets, comparent les mouvements sociaux à « un banc de poissons » qui évolue face aux « gigantesques navires-citernes » que sont les multinationales. Mais son avantage est de pouvoir « changer de cap rapidement » contrairement aux gros mastodontes.<sup>30</sup>

## 2- les modes d'action à l'externe

Les modes d'action à l'externe se caractérisent par des types de protestation très diversifiés et « non conventionnels ».

### a- des formes contestataires classiques... à la multiplication d'actions « non-conventionnelles »

Les protestations peuvent prendre la forme classique du lobbying, allant de l'envoi à répétition de fax auprès des instances politiques concernées, aux rapports dénonçant les abus ou carences en matière de droits des citoyens. En ce sens, les rapports d'Amnesty International participent à la condamnation des exactions afin d'interpeller les pouvoirs publics et les autorités internationales. Un document comme celui des « défenseurs des droits humains dans les Amériques : des acteurs essentiels de notre époque » met en évidence la nécessité de protéger non plus seulement les droits humains mais ceux qui les revendiquent et les défendent et qui s'exposent à une répression possible.<sup>31</sup> Cela pose le problème de la mise en application effective des lois et accords signés par les instances politiques nationales. Le mouvement des droits humains en appelle à la responsabilisation des pouvoirs publics et au respect de ses engagements. Cette situation est très critique dans les Amériques où « Amnesty International a recensé davantage d'homicides de défenseurs des droits humains, hommes et femmes, (...) que dans n'importe quelle région du monde. »<sup>32</sup>

Aux modes d'action plus traditionnels s'ajoutent des pratiques contestataires d'un type nouveau : les grandes marches à travers le pays des autochtones équatoriens, les barrages routiers des « piqueteros » argentins, l'entrée dans Mexico des zapatistes dans une caravane surnommée Zapatour, ou encore l'occupation des terres par le MST pour forcer la mise en œuvre effective des dispositions constitutionnelles quant à la réforme agraire<sup>33</sup>. Si l'on prend

<sup>29</sup> Klein, Op. Cit., p.33.

<sup>30</sup> Cité par Klein, Op. Cit., p.35.

<sup>31</sup> <http://web.amnesty.org/library/print/FRAAMR010092003>

<sup>32</sup> Rapport. Ibid, p. 1.

<sup>33</sup> L'Article 184 de la Constitution fédérale de 1988 stipule que toute terre improductive est susceptible d'expropriation : « It is the task of the Federation to expropriate, on social grounds, for the purpose of agrarian reform, rural property which is not fulfilling its social function. » De nombreux terrains restent à la marge et c'est

l'exemple du MST, il a développé une gamme très diversifiée d'actions de contestation pour se faire entendre : occupation de bureaux publics, grèves de la faim, parades dans les villes, grandes marches à travers le pays. Ces manifestations se déroulent souvent en commun avec d'autres mouvements sociaux qui partagent des revendications communes. La force d'un mouvement réside souvent dans sa capacité à embrasser des préoccupations qui concernent toute la société brésilienne et non pas seulement le milieu rural. C'est en ce sens qu'il est possible d'attribuer une dimension proprement politique à un mouvement social (dans le sens étymologique de *polis*, la cité). Son engagement contre les OGM sur le plan national ou encore contre le projet de la ZLÉA au niveau panaméricain au sein du collectif « ALCA abajo » montre que son action dépasse tout à fait le cadre de la réforme agraire pour lutter également sur d'autres fronts et contester de façon radicale le modèle de société qui se met en place. Ce n'est pas pour autant que le MST prône un retour à des valeurs agricoles traditionnelles. Les leaders veulent au contraire promouvoir une agriculture moderne mais responsable et attentive. Toutes ces actions se caractérisent par leur dimension directe qui contraste avec les formes plus classiques de concertation. Ces modes d'action ont ceci de spécifique qu'ils ne cherchent pas nécessairement à prendre le pouvoir mais bien plutôt à le contester de façon radicale.

Une organisation comme Via Campesina inscrit son action dans les deux registres de l'opposition et de la participation : « Nous nous engageons à faire usage de stratégies non violentes, les plus efficaces possibles, depuis le boycott jusqu'à la participation directe aux négociations. »<sup>34</sup>.

Les contre-sommets et les manifestations simultanées contre la guerre ou contre les accords de libre-échange caractérisent une nouvelle forme de protestation, de plus grande ampleur, nettement transnationale. Des premières manifestations contre l'ALE en 1985<sup>35</sup> aux contestations pluri-thématiques dans les Amériques, contre la ZLÉA, contre le PPP, contre le Plan Colombie, ou le Pacte Andin, en passant par la bataille de Seattle contre l'OMC en 1999, la protestation ponctuelle et médiatique s'est déplacée sur le terrain international. Se retrouvent des organisations de tous bords, de pays différents, mais réunis dans la contestation des politiques régionales de libre-échange. L'élément de surprise fut un détonateur pour le succès des mouvements de contestation, comme à Seattle. Il est certain que cette dimension s'atténue au fil des grands rassemblements car les lieux de réunions sont préalablement ultrasécurisés.

### **b- les forums sociaux: la transnationalisation rendue visible**

Les forums sociaux définissent un tout nouveau mode de fonctionnement, servent de vitrine médiatique pour les mouvements sociaux sur la scène internationale, et créent un espace public politique nouveau, en marge du politique institutionnel. Ils rassemblent les alternatives et visent à articuler les luttes entre elles tout en développant de nouvelles voies sociétales. La formule du forum prend de l'ampleur et se « mondialise » : les forums sociaux et thématiques sont venus s'ajouter aux forums sociaux mondiaux initiés en 2001 sur un mode annuel. Cette « démultiplication des fronts de luttes »<sup>36</sup> essaime le concept partout dans le

---

pour forcer la mise en œuvre de cette procédure que le MST organise des campements sur ces terres, pour que la redistribution soit effective.

<sup>34</sup> « Déclaration II- Conférence internationale de Via Campesina a Bangalore », 6-10-2000, p. 4. [http://www.viacampesina.org/article\\_pdf.php3?id\\_article=174](http://www.viacampesina.org/article_pdf.php3?id_article=174)

<sup>35</sup> « Vers quel régionalisme économique dans les Amériques? », Notes et Études - GRIC, C. Deblock et D. Brunelle, mai 2000, p. 6. <http://www.unites.uqam.ca/gric/pdf/Quelregio.pdf>

<sup>36</sup> Brunelle, Dorval. « L'État prédateur et le mouvement citoyen mondial : retour de Porto Alegre », février 2003, [http://www.forumsocialmundial.org.br/dinamic.asp?pagina=balan\\_dorval\\_fr](http://www.forumsocialmundial.org.br/dinamic.asp?pagina=balan_dorval_fr)

monde et contribue à transnationaliser les formes contestataires des mouvements sociaux, à établir des ponts entre les différents types de protestation. Cette mobilisation sociale de grande envergure est un phénomène récent et marque une orientation nouvelle de l'engagement politique.

*Aujourd'hui le FSM joue un rôle fondamental entre les mouvements progressistes de partout dans le monde en construisant des ponts entre les différents types et secteurs d'engagement et de luttes. Le processus de construction du FSM auquel nous assistons actuellement permet de répandre dans le monde entier les articulations dans la lutte contre le néolibéralisme, de les amplifier et de les renforcer. Il permet aussi d'approfondir le débat sur les propositions alternatives de développement, et encourage la réalisation de plus en plus de mouvements, réseaux et initiatives de lutte contre la domination du capital.<sup>37</sup>*

### **c- la dimension ludique de la mobilisation : un ferment religieux**

Les mobilisations de grande envergure se caractérisent souvent par leur côté festif et joyeux. Les manifestants cherchent à faire des pieds de nez aux mesures de sécurité, aux pratiques policières, en se déguisant en bonhomme Michelin, en tortues de mer géantes ou en se targuant de pistolets à eau. Ces initiatives tournent en dérision les politiciens qui se barricadent derrière des forteresses et visent à désarmer toute répression.

*Pour sérieux qu'ils soient dans leur désir de perturber l'ordre économique et actuel, ces activistes emploient des tactiques révélant leur refus acharné de s'adonner à des luttes de pouvoir classiques.<sup>38</sup>*

Néanmoins, leurs adversaires récupèrent et détournent souvent ces « armes », les qualifiant de naïfs et de jeux d'école.

De grands rassemblements comme le Forum Social Mondial présente un aspect ludique qui peut paraître déroutant mais qui est un facteur essentiel dans la lutte sociale contemporaine. Le côté ludique sert à maintenir la motivation et l'engagement des mouvements pour ne pas perdre l'espoir. Albert la justifie en affirmant que « si changer la société n'est pas un plaisir, on réduit considérablement la probabilité que les gens continueront de lutter à travers les épreuves et à longue échéance. »<sup>39</sup>. Mais il est certain qu'une fois l'événement terminé, cet élan doit se convertir en actions de lutte concrètes et locales. On pourrait comparer ces grands événements aux jubilés chrétiens qui visent à réactiver la foi des fidèles. Ici, il s'agit d'une croyance différente, la foi dans « un autre monde ». Le religieux<sup>40</sup> est nécessaire à la viabilité de toute société et lui donne sa raison d'être.

## **3- Internet comme métaphore de la structure organisationnelle des mouvements**

Internet joue le rôle de facilitateur de la mise en réseaux des mouvements sociaux et devient un moyen médiatique d'envergure pour relayer les actions et le discours des

<sup>37</sup> Escribano, Marcela. « LE FORUM SOCIAL MONDIAL : De Porto Alegre à Mumbai, un autre monde est possible ! » 2003. [www.alternatives.ca/imprimer962.html](http://www.alternatives.ca/imprimer962.html)

<sup>38</sup> Klein, Op. Cit., p. 17.

<sup>39</sup> Albert, *L'élan du changement*, Écosociété, 2002, p. 129.

<sup>40</sup> À distinguer de la religion, le religieux sert à dé-finir / délimiter nos sociétés grâce à des rites, à des célébrations, des commémorations historiques. Cf. T. Hentsch.

mouvements sociaux sur la scène publique. Par-delà cette fonction, sa nature même influe sur la façon dont fonctionnent les mouvements sociaux.

#### **a- un outil d'information et de communication**

Internet peut être une source précieuse d'informations pour les organisations en matière de lois, de droits humains, de stratégies de revendication. La Red de Información Indígena ([www.redindigena.net/](http://www.redindigena.net/)) rassemble en un même lieu virtuel les expériences des différentes organisations autochtones locales, nationales et régionales des Amériques. Ce réseau offre également toutes les informations nécessaires sur les institutions en lien avec les droits des autochtones. Les organisations peuvent en conséquence parfaire leurs connaissances sur le domaine et s'armer des moyens juridiques existants pour promouvoir leurs revendications.

La combinaison d'Internet avec d'autres technologies peut se révéler fructueuse. « Amnesty International's International Secretary has set up an infrastructure to collect electronic news feeds via satellite, which it then processes and redistributes to its staff workstations.»<sup>41</sup> De plus, via Internet, Amnesty International a mis en place un mode d'action spécifique, « Urgent Action Alert », qui donne les moyens aux victimes de droits humains de rentrer en contact avec les organisations transnationales pour se faire aider :

*Urgent Action Alert is a worldwide email alerting system with 75 networks of letter-writing members who respond to urgent cases by immediate mailings to key and pertinent entities.*<sup>42</sup>

#### **b- un lieu en acte d'un nouveau type d'expression politique**

Mais Internet est plus qu'un simple outil de communication. Il devient un nouvel espace d'expression politique dans lequel les organisations échangent leurs expériences et peuvent mettre en commun leur lutte. Surtout, il façonne la culture organisationnelle des mouvements sociaux, leur « imprimant la forme d'une toile d'araignée » ainsi que sa structure horizontale et décentralisée, toute en hyperliens. Le plus souvent, une campagne donne lieu à la création d'un site web qui, l'événement une fois terminé, se trouve relégué dans les archives. Néanmoins, la nature même d'Internet a un impact sur la nature, le mode de fonctionnement et d'interactions des mouvements.

*Grâce au Net, les mobilisations s'appuient sur une bureaucratie légère et une hiérarchie réduite au strict minimum; au consensus obligatoire et aux manifestes cent fois remis sur le métier se substituent des échanges d'informations constants, peu structurés et parfois compulsifs.*<sup>43</sup>

C'est ainsi que se forment de multiples réseaux, des coalitions de coalitions, des groupes d'affinités temporaires ou plus durables sur des enjeux spécifiques. Mais les mouvements conservent leur autonomie par ailleurs. Il suffit pour un groupe de se connecter au réseau sans pour autant abandonner sa spécificité. Naomi Klein parle de « militantisme de « navigateur », reflet (...) de la culture paradoxale d'Internet, qui allie à un narcissisme exacerbé un ardent désir d'appartenance et de proximité.»<sup>44</sup> Ces connexions entre des groupes différents s'apparentent au fonctionnement d'Internet, « à la manière des hyperliens qui rattachent leurs

<sup>41</sup> Sassen, Saskia. « Local actors in global politics », *Current Sociology*, July 2004, vol. 52, no. 4, p. 657.

<sup>42</sup> Ibid, p. 659.

<sup>43</sup> Klein, Op. Cit., p.31.

<sup>44</sup> Ibid, p.34.



sites web les uns aux autres. »<sup>45</sup> Chacun peut se brancher au réseau pour y ajouter sa voix et montrer sa solidarité tout en conservant ses caractéristiques propres. Ce « modèle d'organisation militante reproduit les voies organiques, décentralisées, tout en embranchements, d'Internet. »<sup>46</sup> De plus, les acteurs très localisés, ne pouvant pas se permettre de voyager, peuvent néanmoins recourir à l'utilisation d'Internet, si toutefois les conditions d'infrastructure sont présentes, et participer ainsi aux luttes globales. Ce type d'engagement se concrétise dans un espace virtuel qui outrepassé toute centralité et institution. Mais le caractère global du réseau n'empêche pas l'ancrage très localisé de certaines actions. Ainsi le local peut s'exprimer à différents échelons : il est « multiscalar »<sup>47</sup>, pouvant se lier à des organisations locales, régionales, nationales, internationales.

Se sentir partie intégrante de réseaux globaux a un impact certain sur la subjectivité politique. Internet a contribué à développer une nouvelle forme d'activisme politique, connue désormais sous la dénomination de « online hacktivisms » (Denning). En plus de l'action locale des zapatistes<sup>48</sup> par exemple, tout un réseau de soutien formé par des ONGs très diverses, s'est développée en parallèle pour faire pression sur le gouvernement mexicain. « [this] transnational civil society movement (...) shaped a new concept for civil organizing : multiple rhizomatically connected autonomous groups »<sup>49</sup>.

Internet possède un aspect quelque peu vertigineux car son extension est infinie. Les réseaux suivent cette même logique d'accroissement à l'infini qui tisse la toile d'araignée des pratiques transnationales. Elle donne l'impression d'une dispersion et d'un manque de cohérence. Mais cette logique de réseautage est autant une force qu'une faiblesse en fin de compte. Elle pourrait constituer une force, mais dans un système centralisateur qui fait appel à la voix du consensus pour négocier et s'intégrer dans les processus décisionnels, elle doit s'imposer.

*Peut-être faudrait-il aborder le mouvement comme on aborde Internet : en « naviguant » entre les structures qui émergent de façon organique. Au lieu de fonder un seul parti politique, nous devrions peut-être renforcer les liens entre les « groupes d'affinités » ; au lieu de viser la centralisation, peut-être faudrait-il poursuivre la décentralisation radicale.*<sup>50</sup>

### **c- des adaptations nécessaires**

Les TIC (Technologies de l'Information et de la Communication), si elles permettent l'extension des réseaux, et la participation d'acteurs, géographiquement très localisés, à la constitution d'un espace public global, présentent néanmoins des différences d'usage et d'efficacité selon les régions. En effet, les infrastructures varient selon les régions, et il faut adapter le flux d'informations en fonction des conditions de vitesse de ram dans les pays du Sud, où la connexion est plus lente. Des contraintes manifestes existent dans le fonctionnement des organisations transnationales qui doivent prendre en compte ces données,

<sup>45</sup> Ibid, p.30.

<sup>46</sup> Ibid, p.31.

<sup>47</sup> « the global character of a network does not necessarily imply that its transactions are equally global, or that it all has to happen at the global level. It shows the local to be multiscalar. » Sassen, Op. Cit., p. 654.

<sup>48</sup> Il est à noter que l'action de lutte des zapatistes au niveau local ne se basait pas sur Internet. Les réseaux sociaux préexistants ont facilité la diffusion sur la scène internationale, et en particulier le réseau La Neta a constitué un relais crucial pour la cause des zapatistes. Ibid, p. 658.

<sup>49</sup> Ibid, p. 658.

<sup>50</sup> Klein, Op. Cit., p.37.

si elles travaillent avec des pays du Sud. Il faut donc adapter les pages, en ne laissant que le contenu, en épurant le plus possible, en éliminant les images, et en utilisant des logiciels libres, accessibles à tous. “This means making text-only databases, with no visuals or HTML, no spreadsheets, and none e of the other facilities that demand considerable bandwidth and fast connections.”<sup>51</sup>

Il ne faut pas surévaluer les potentialités d’Internet car pour lire les médias alternatifs tels Indymedia.org, MediaChannel.org, Zmag.org, il faut déjà les connaître et surtout être réceptif à une information qui va à contre-courant du discours dominant. C’est à juste titre qu’Albert affirme qu’

*Internet est un outil formidable, très utile à notre travail, sauf qu’avec Internet, nous communiquons essentiellement avec des gens qui veulent déjà entendre ce que nous avons à dire. Ils visitent nos sites et participent à nos messageries parce qu’ils font déjà partie du mouvement. Comment pourraient-ils nous trouver autrement?*<sup>52</sup>

Il est donc nécessaire de créer les conditions adéquates à l’exercice de la pensée et de modifier les cadres de pensée dominants ; c’est le discours qui devient le terrain véritable de la confrontation et les mouvements créent des cadres référentiels qui soutiennent leurs revendications et viennent justifier leurs stratégies d’action.

Transition : pourquoi les mouvements sociaux adoptent-ils des modes d’action non conventionnels? Cette tactique de protestation découle de leur représentation de la vie et du système politique existant.

La vision du monde qui sous-tend les revendications des mouvements sociaux est que le processus de modernisation actuel représente une menace que le système politique ne peut écarter. Cela a deux conséquences sur la façon dont les mouvements envisagent leurs modes d’action. La première est que face à une urgence aussi capitale, la menace de la vie, les conventions n’ont plus lieu d’être. La seconde est que face à des institutions inadéquates pour résoudre les nouveaux problèmes, il est vain de vouloir s’y intégrer. Il ne faut donc pas voir dans le choix de ces modes d’action le fruit d’une doctrine révolutionnaire comme ses opposants aiment à les caractériser pour mieux les marginaliser et les discréditer, mais bien plutôt en lien avec la nature même de leurs revendications.

## **B- DES MODES DE REPRÉSENTATION « SOCIÉTAUX » SPÉCIFIQUES**

*Nous ne sommes pas que des êtres de besoins,  
mais nous sommes aussi des êtres de paroles.*  
Yves Thériault

La transnationalisation est manifeste dans les parentés des modes de représentation entre les groupes d’un même mouvement. Ainsi, le mouvement indigène porte-t-il un discours unificateur, une vision du monde qui le définit et se distingue de celle de ses adversaires. La

---

<sup>51</sup> Sassen, Op. Cit., p. 657.

<sup>52</sup> Albert, Op. Cit., p. 39.

façon dont les mouvements sociaux définissent leurs adversaires et se présentent eux-mêmes, par et dans leur discours, participe de leurs stratégies d'action.

## 1- Un adversaire ambivalent et multiple- Désignation de l'autre et de soi

La transnationalisation des mouvements sociaux s'effectue aussi à travers le discours : un langage commun tend à se développer pour désigner les adversaires et pour se définir soi-même.

### a- désignation de l'autre, l'ennemi

Identifier l'adversaire est difficile dans un monde complexe, aux centres de pouvoir multiples et dilués. La limite entre soi et l'autre est plus floue dans un monde interconnecté. « La planétarisation du système-monde signifie qu'il n'y a plus de « monde extérieur » : les territoires et les cultures n'existent plus que comme dimensions internes d'un même système ». La dispersion du pouvoir rend difficile l'identification des détenteurs du pouvoir.

L'adversaire est multiple : il s'incarne dans des entités tels les pouvoirs municipaux, les gouvernements nationaux, les institutions financières internationales, les projets régionaux comme le Pacte Andin ou la ZLÉA, et l'idéologie néolibérale qui fait office de chapeau pour désigner une orientation sociétale spécifique. Le niveau d'abstraction de l'adversaire complexifie son identification. Mais quand il s'agit de s'adresser concrètement à un interlocuteur, un choix le plus souvent doit être fait. Le cas des maquiladoras illustre bien cette complexification de la nature de l'adversaire : qui est le destinataire des revendications en matière de droit des travailleurs dans une usine d'assemblage étrangère ? Les dirigeants de l'entreprise, l'État national ou les institutions internationales ?

Un groupe syndical comme MEC estime que la préservation des droits dans les maquiladoras est du ressort de l'État nicaraguayen sur lequel ces entreprises sont implantées.

*MEC has focused efforts on state institutions in its use of human, political, and civil rights discourse. Though the state is not directly responsible for the violations that occur in the factories, organizers argue that the state is accountable for violations that occur within in its territory.*<sup>53</sup>

Les mouvements sociaux se définissent par rapport à leur adversaire de façon antinomique et non en termes de négociation ou compromis. Ainsi, leur discours oppose-t-il un « nous » à un « eux ».<sup>54</sup> La déclaration de la 2<sup>de</sup> Conférence Internationale de Via Campesina à Bangalore en 2000, exprime clairement la nature non consensuelle des revendications : « Notre lutte est historique, dynamique et sans concession »<sup>55</sup>. Lors des manifestations, les discours sont souvent empreints de radicalité par l'usage de mots récurrents comme « non », « jamais », « stop », « interdiction ». Le registre de la dénonciation se caractérise naturellement par l'emploi de mots à valeur négative. De plus en plus, cette protestation évolue vers des discours plus positifs, au point que les paysannes ont déclaré à Seattle en 1999 que « malgré toutes les protestations (...), nous voulons remercier l'OMC car elle nous a permis d'unir les petits paysans du monde entier (...) nous avons réussi à mondialiser la lutte et à mondialiser l'espoir. »<sup>56</sup> Cette déclaration met en évidence la

<sup>53</sup> Bickham, Op. Cit., p. 21.

<sup>54</sup> Offe, p. 104.

<sup>55</sup> Déclaration II- Bangalore de Via Campesina, Op. Cit., p.2.

<sup>56</sup> Déclaration des femmes à Seattle sur l'OMC, 3 déc. 1999, Via Campesina. [http://www.viacampesina.org/article.php3?id\\_article=135](http://www.viacampesina.org/article.php3?id_article=135)

conscience des acteurs sociaux quant à leur action et leur capacité à comprendre les interactions entre le système international et la transnationalisation des mouvements sociaux contemporains. L'évolution du système international participe lui-même de la convergence des mouvements. Les paysannes montrent une grande capacité de réflexivité qui sert leur discours et leur donne une crédibilité non négligeable.

Le discours des mouvements sociaux révèle la connaissance aiguë qu'ont ces deniers de leur action. Par le biais de cette réflexivité, ils « participent à la connaissance sociale du milieu qu'il transforme. »<sup>57</sup> Définir l'« autre », l'adversaire, participe au processus de construction de sa propre identité et au maintien des mouvements sociaux.

### **b- désignation de soi - La rhétorique : un élément catalyseur pour unifier les mouvements**

Dans le mouvement indigène, le langage acquiert une fonction toute particulière et unifie la pluralité des ethnies dans une vision commune du monde. Tous les discours indigènes sont empreints de cette rhétorique spécifique qui crée l'identité indigène : les peuples indigènes se définissent comme les « nations d'abya-yala » et non en référence au continent américain; la terre est la « Pacha Mama », nourricière et sacrée, qui ne peut être un bien privé; l'organisation collective en *minga* ou *mutirao* s'oppose à une conception individualiste du travail. Chaque déclaration du mouvement indigène se réfère à une représentation du monde qui confère aux autochtones leur identité et qui s'oppose à la vision néolibérale-occidentale du monde. Comme s'il était nécessaire de recréer des limites, de reconstruire ce « monde extérieur » dont parle Melucci, qui a eu tendance à englober un peu trop rapidement « les territoires et les cultures ».

La dimension très poétique des déclarations recadre l'homme dans son environnement naturel et s'oppose aux textes administratifs occidentaux, aseptisés et sans couleur.

*Los valles y las pampas, las selvas y los desiertos, los cerros y los nevados, los mares y los ríos, el águila y el condor, el quetzal y el colibri, el puma y el jaguar, han sido testigos de nuestros sistemas socio políticos colectivos basados en la sustentabilidad humana y ambiental.*<sup>58</sup>

Nous retrouvons cette beauté des mots dans les déclarations du sous-commandant Marcos des Zapatistes. Le langage est lui-même une arme au service des mouvements sociaux.

Les indigènes inscrivent leur lutte dans la lignée des premières confrontations avec les européens, lors de la colonisation du continent : la célébration des 500ans de colonisation en 1992 en est un emblème. Cette référence à la première colonisation est récurrente dans les déclarations. Le néolibéralisme est perçu comme une nouvelle forme de colonisation pour les peuples autochtones. Par-delà les différences réelles entre les ethnies sur le continent, la rhétorique langagière donne une unité au mouvement indigène dans un « nous » commun, afin de faire entendre leurs revendications sur la scène internationale.

Cette utilisation du « nous » caractérise la plupart des déclarations des mouvements sociaux et confère au discours une dimension globalisante et généralisante. Un groupe parle au nom de toute la catégorie de personnes qu'il représente. Par exemple, MEC

<sup>57</sup> Hamel résume la pensée de Giddens dans *The consequence of modernity*. Séminaire de maîtrise - automne 2004, Université de Montréal.

<sup>58</sup> Extrait de la Déclaration de Quito, à l'issue du 2<sup>nd</sup> sommet continental des peuples et nationalités indigènes de Abya Yala, 25 juillet 2004.

parle au nom de toutes les femmes nicaraguayennes.<sup>59</sup> Cette appropriation du “nous” peut être contesté par des personnes qui ne se reconnaissent pas nécessairement dans ce « nous ». Ce fut le cas des femmes noires vis-à-vis du discours féministe occidental. Néanmoins, de plus en plus, les mouvements s'évertuent à harmoniser leur discours pour être unis face à leur adversaire et rendre plus crédible leurs revendications.

## **2- L'idéologie comme ciment pour la mobilisation- un discours transnational rassembleur**

Plusieurs éléments contribuent à unifier un mouvement ; par-delà le discours et les slogans, c'est l'idéologie du mouvement qui sert de ciment pour maintenir l'engagement et assurer la mobilisation. Le rôle des leaders est primordial dans la construction de cette idéologie unificatrice. Les leaders participent à la construction du mouvement comme acteur collectif. « Une des principales tâches des leaders est précisément de produire des cadres idéologiques qui renforceront l'unité et augmenteront l'efficacité de l'acteur collectif. »<sup>60</sup>

La « mystique » est un élément très important de la stratégie de mobilisation d'un mouvement comme le MST. Il s'agit de « la manifestation de sentiments, d'idéaux et surtout d'une utopie que l'on partage »<sup>61</sup>. Cette mystique consiste en l'élaboration de symboles et rites communs pour souder la relation particulière qu'ont les ruraux à la terre. Les congrès nationaux et régionaux, les réunions entre leaders régionaux, les cérémonies à caractère religieux, les slogans, les insignes et chants de lutte sont autant de manifestations de cette « mystique »<sup>62</sup>. L'influence de la théologie de la libération dans laquelle le MST plonge ses racines est indéniable. Les slogans ont accompagné le MST tout au long de sa lutte et se sont renouvelés à travers les différentes époques : "La terre à ceux qui la travaillent" (1979-1984), "Sans réforme agraire, il n'y a pas de démocratie" (1985-1988), "Occuper, résister, produire" (1989-1994), "Réforme agraire : une lutte de tous" (1995-2001), "Pour un Brésil sans latifundia" (2001-2003).<sup>63</sup> L'objectif est de mobiliser les membres à l'action collective, « renforcer l'unité du mouvement »<sup>64</sup> et susciter le bien-être de chacun dans la lutte. Même si la dimension religieuse est présente, elle n'est jamais déconnectée de la réalité quotidienne de la lutte.

*Elle est ce qui permet de réactualiser dans la vie quotidienne l'utopie de transformation sociale qui anime le MST (...) elle est le signe d'une certaine foi branchée totalement sur la lutte sociale et politique. Elle n'invite donc pas à s'éloigner de la vie réelle, mais au contraire à s'y investir totalement.*<sup>65</sup>

Une éthique accompagne cette mystique avec des principes et certaines valeurs prônées par le MST. Leonardo Broff, intellectuel du mouvement, a développé une « éthique de l'attention », « du prendre soin de » qui apporte des valeurs éthiques au combat mené par le

<sup>59</sup> Bickham Mendez, Op. Cit., p. 22.

<sup>60</sup> Melucci, A. « Le défi planétaire de l'action collective », p.11.

<sup>61</sup> Mouterde, *Quand l'utopie ne désarme pas*, p. 147.

<sup>62</sup> Veltmeyer et Petras, p. 7.

<sup>63</sup> [www.france-fdh.org/terra/mst/mststrategie.htm](http://www.france-fdh.org/terra/mst/mststrategie.htm)

<sup>64</sup> Propos de J. P. Stedile, cités par Mouterde, p. 147.

<sup>65</sup> Mouterde, p. 147.

mouvement et qui définit l'être humain comme « un être intégral »<sup>66</sup>, « qui n'a pas seulement besoin de pain mais aussi d'utopie »<sup>67</sup>.

Le rôle de la « mystique » dans le cas du Mouvement des Sans Terre vise à renforcer l'unité et la mobilisation. Cet élément est vu comme essentiel pour la réussite du mouvement qui a créé sa propre « Leadership Cadre School » dans l'État de Santa Catarina au sud du pays. Des auteurs comme Veltmeyer et Petras voient dans le leadership une des conditions clés pour expliquer la force du mouvement. Ils ont mis en évidence 10 caractéristiques d'un tel leadership :

- 1- Les leaders sont le plus souvent issus du monde rural
- 2- Ils sont éduqués, compétents pour analyser la réalité sociale et proposer des stratégies de développement
- 3- Ils se donnent entièrement à leur organisation
- 4- La méthode de recrutement privilégie les hommes d'action sur les idéologues
- 5- La plupart ont participé personnellement à des occupations de terre et ont une expérience de lutte. Ils sont à même de comprendre les enjeux des occupations et d'assurer la protection des droits conquis.<sup>68</sup>
- 6- Les leaders restent autonomes vis-à-vis des partis politiques et il n'y a pas d'obligation d'allégeance partisane. La poursuite de la mobilisation reste une priorité.
- 7- Un consensus s'établit entre les leaders pour identifier la nature du pouvoir étatique et les principaux obstacles à l'avancée de leurs revendications (politiques du FMI, de la BM)
- 8- Les leaders possèdent un regard avisé et critique sur les enjeux nationaux et internationaux et sur les relations de pouvoir
- 9- Leur vision commune sur le système de société alternatif sert de lignes directrices pour les actions et l'organisation du MST
- 10- Ils sont pétris de « mystique » et possèdent l'optimisme et les moyens nécessaires pour maintenir la cohésion et la mobilisation en période difficile de répression.<sup>69</sup>

En effet, le discours doit refléter l'unité du mouvement mais n'exclut pas pour autant les divergences internes au mouvement. « Les leaders proclament une unité qui n'est que rarement réalisée et tendent à présenter un mouvement plus homogène et cohérent qu'il ne

<sup>66</sup> Expressions de L. Boff citées par Mouterde, p. 147-148.

<sup>67</sup> Mouterde, p. 148.

<sup>68</sup> "Through these multiple and varied experiences the leaders of the MST have developed the know-how to secure land appropriations in such a way as to benefit their main constituency-landless or near landless workers.", Veltmeyer et Petras, p. 5.

<sup>69</sup> Je résume et traduis les 10 hypothèses énoncées par Veltmeyer et Petras dans leur article « The social dynamics of Brazil's rural landless workers' movement : ten hypotheses on successful leadership ».

l'est en réalité. » Néanmoins, cet effort de convergence dans un discours commun est nécessaire pour la viabilité du mouvement et sa crédibilité auprès des acteurs extérieurs. Se présenter comme un amas d'orientations diverses ne pourrait que tuer le mouvement, de l'interne car les membres, ne partageant plus leurs valeurs, ne s'y identifieraient plus, comme de l'externe parce que tant les politiciens que l'opinion publique ne croiraient plus dans un mouvement éclaté à l'extrême. Même si ces divergences internes sont partie intégrante de tout mouvement, elles doivent être transcendées dans et par le discours.

*L'idéologie et les processus de formulation de ces cadres sont donc nécessairement ambivalents car, d'un côté, ils expriment la signification et les buts réels de l'action collective mais, d'un autre côté, ils recouvrent et cachent la pluralité des orientations et des tensions correspondant aux diverses composantes du mouvement.*<sup>70</sup>

### 3- Refonder la société sur des valeurs différentes

Se définir soi-même en rapport à l'autre implique que l'on fonde son identité sur des valeurs distinctes et que l'on ne poursuit pas les mêmes objectifs.<sup>71</sup> Néanmoins, on use du même langage pour définir des réalités différentes, d'où la difficulté d'établir des ponts de communication entre deux univers de valeurs.

#### **a- redéfinition de la conception du pouvoir et de la citoyenneté en fonction des valeurs prônées**

Les valeurs portées par les mouvements sociaux ne sont pas nouvelles mais elles acquièrent une acuité toute particulière parce qu'elles sont vues comme menacées par le processus de modernisation en cours. « Ce que nous observons, ce n'est pas une « mutation des valeurs », mais la prise de conscience de la désagrégation et de l'incompatibilité partielle qui fissurent de l'intérieur l'univers des valeurs modernes. »<sup>72</sup> Néanmoins, on peut contester cette interprétation car face à une réalité différente, les valeurs évoluent également. La relation entre croissance économique et prospérité ne va plus de soi aujourd'hui et le développement humain a pris une place prépondérante dans les revendications et les thèmes fédérateurs du changement social. Les valeurs évoluent en même temps que la représentation que l'on se fait du développement des sociétés.

#### **- une reconceptualisation de la nature du pouvoir**

La contestation du pouvoir par les mouvements ne vise plus une prise de pouvoir mais plutôt la conquête d'espaces de liberté. Comme le souligne le sous-commandant Marcos, ce n'est « pas la peine de conquérir le monde. Il suffit de le refaire. »<sup>73</sup> L'objectif sociétal des mouvements sociaux actuels n'est donc pas la prise du pouvoir mais plutôt sa transformation, la conquête d'une marge d'autonomie dans l'exercice du pouvoir, et la volonté de pouvoir avoir un certain contrôle sur son vécu.

#### **- la transnationalisation des notions de droit et citoyenneté**

<sup>70</sup> Melucci, Op. Cit., p. 11.

<sup>71</sup> Nous retrouvons ici les trois caractéristiques du mouvement social selon Castells, identité, adversaire, objectif sociétal; trois éléments qui recoupent l'identité, l'opposition et la totalité de Touraine.

<sup>72</sup> Offe, Op. Cit., p. 118.

<sup>73</sup> Klein, Op. Cit., p. 190.

Nombre de mouvements sociaux revendiquent une conception de la citoyenneté qui se distingue de celle retenue par l'idéologie néolibérale. En effet, la citoyenneté ne se limite pas aux droits civils et politiques mais doit comprendre également les droits sociaux et économiques.

MEC, un groupe syndical féminin (qui a fait scission avec le syndicat national CST dont les actions délaissaient totalement la notion de genre et la défense des travailleuses) luttant essentiellement pour les droits des travailleuses dans les maquiladoras et l'amélioration de leurs conditions de travail, revendique cette conception élargie de la citoyenneté. Et l'usage même des notions de droit et de citoyenneté dans leur discours participe de leur stratégie syndicale.<sup>74</sup> Même dans l'action locale de MEC, son discours est influencé par l'idéologie des mouvements sociaux transnationaux, et en particulier par la promotion internationale des droits humains. « MEC organizers make their claims in a dialectical relationship with hegemonic, neoliberal articulations of the meanings of citizenship and democracy. »<sup>75</sup> La circulation des idées au niveau international a donc un impact sur les pratiques des acteurs locaux.

Mais le grand défi pour les mouvements sociaux est de jouer sur le même terrain langagier que ses adversaires et de parvenir en même temps à modifier la portée du discours original.

## **B- UN ESPACE COGNITIF COMMUN POUR DES VALEURS DIFFÉRENTES**

### **i- les mêmes armes pour des objectifs distincts**

MEC se sert de la légitimité internationale concernant les droits humains pour faire passer ses revendications politiques sur le plan national. Les conventions internationales constituent un outil important pour faire pression sur les obligations de l'État nicaraguayen. MEC s'appuie sur la CEDAW (Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women) et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, pour défendre les droits des travailleuses dans les maquiladoras. La CEDAW stipule, entre autres, que les États doivent prendre des mesures concrètes pour protéger les femmes contre la discrimination engendrée par des acteurs non-étatiques. Cela constitue un puissant instrument de négociation sur le plan national. Le discours de MEC s'adresse en premier lieu à l'État pour combler les vides juridiques quant aux zones franches dans lesquelles s'installent les maquiladoras et pour renforcer les lois nationales, et principalement la Constitution et le Code National sur le Travail. Ainsi, son code d'éthique stipule-t-il que

*(...) the government of Nicaragua, as a State party in international human rights agreements has the obligation to guarantee the equal enjoyment of men and women's economic, social, cultural, civil and political rights.*

MEC doit adapter ces outils internationaux à son contexte particulier :

<sup>74</sup> Dans son article sur MEC, Jennifer Bickham Mendez montre « how ideologies linked to transnational social movements filter into regional and national discourses and become transformed by local actors? », p. 7.

<sup>75</sup> Ibid, p. 8.



*Though the language of rights is part of a globalized discourse, the ways in which it is interpreted and contested is contingent upon particular local circumstances.*<sup>76</sup>

L'un des défis pour ces femmes est d'inclure dans la notion de citoyenneté et de droits humains, le genre, et de se servir du discours sur les droits humains tout en en modifiant le contenu masculin : « the challenge (...) is to make human rights truly women's rights. »<sup>77</sup> En effet, le postulat de base de telles conventions est l'égalité, mais les femmes de MEC réintroduisent le concept de « discrimination de genre » pour dénoncer le leurre d'une prétendue égalité des droits. Son objectif est de promouvoir sa vision de la citoyenneté basée sur la justice sociale afin de transformer concrètement les rapports d'inégalité entre hommes et femmes au Nicaragua<sup>78</sup>, et tant dans la sphère publique que privée.

*We Nicaraguan women (...) demand DIGNITY in our workplaces; we demand treatment within our homes... We want liberty and solidarity in order to transform our world and finally achieve social justice.*<sup>79</sup>

C'est sur cet espace cognitif que se joue finalement l'opposition entre les mouvements sociaux et leurs adversaires. Chacun partage les mêmes outils de connaissances et use du même langage mais leur donne une portée significatrice différente. Chacun lutte pour des ressources, que celles-ci soient matérielles ou plus symboliques, mais leur confère un sens opposé.

*Les adversaires partagent le même champ, mais ils l'interprètent de façon opposée et cherchent à le soumettre à leur contrôle. Ils s'identifient eux-mêmes au champ entier, tout en refusant une légitimité et un rôle à leur vis-à-vis.*<sup>80</sup>

D'où peut-être l'impossibilité de faire des compromis de la part des mouvements sociaux.

De plus, dans un monde où les frontières s'estompent, on s'arme d'un langage commun mais pour prôner des valeurs autres. Dans le cas contraire, on s'exclut soi-même du système. C'est toute l'alchimie d'user du même langage que son adversaire pour pouvoir communiquer et de lui faire acquérir une valeur autre. Un mouvement comme MEC défie le pouvoir technocratique en s'armant de codes culturels différents et en tentant de faire valoir son point de vue dans un rapport de force inégal. De même, l'ASC s'est dotée d'une charte et d'un plan d'action, les mêmes outils décisionnels que ses adversaires, mais dans une visée de détournement. L'adoption d'une déclaration ironiquement intitulée « Consensus de la Havane »<sup>81</sup> et d'un plan d'action à la première rencontre continentale de lutte contre la ZLÉA à la Havane suit le même processus de décision que les grandes rencontres officielles. Cette

<sup>76</sup> Ibid, p. 33.

<sup>77</sup> Ibid, p. 18.

<sup>78</sup> Il est important de rappeler que le contexte politique du Nicaragua vise à contrôler fortement la sphère privée et principalement les femmes. "In the case of Nicaragua, the nation-state's continued hegemonic influence comes sharply into focus when one considers gender issues, such as the control of women's bodies, and the regulation of relations within the private sphere. The virulent anti-feminist agenda and "family values" rhetoric of the Nicaraguan Liberal Alliance, the country's majority political party" participe au maintien de ces inégalités. Ibid, p.9-10.

<sup>79</sup> Ibid, p. 22. Manual de bolsillo de derechos laborales-1998.

<sup>80</sup> Melucci, « Le défi planétaire de l'action collective », Op. Cit., p.11.

<sup>81</sup> En réponse au « Consensus de Washington », expression de John Williamson pour désigner les dix principes centraux auxquels ont souscrit les grandes institutions internationales (FMI-BM) et la Maison Blanche, et qui marquent l'adoption de la voie néolibérale.

démarche vise à jouer sur le même terrain que l'ennemi tout en s'appropriant ses armes à son avantage.

Une ambivalence fondamentale accompagne l'action des mouvements sociaux actuels. « Ils nient le champ dont ils font partie et qui inclut une confiance partagée en la science, la rationalisation et l'efficacité. »<sup>82</sup> Ils partagent le même champ de croyance que leurs adversaires mais veulent lui donner une orientation différente. Avec les mêmes armes, ils poursuivent des valeurs distinctes. L'utilisation d'Internet est emblématique de cette ambivalence : les mouvements croient profondément en l'efficacité de cet outil technologique qu'ils exploitent pleinement pour leurs stratégies de communication, mais en même temps, ils peuvent contester cet engouement pour la course au progrès technologique. Leur action finalement les rattrape et contredit leur discours. Mais cette ambivalence est intrinsèque à tout mouvement contestataire dans une société donnée.

## ii- allier valeurs propres et avancées concrètes

Il est important donc de différencier le discours des pratiques qui ne se situent pas toujours sur le même plan et rentrent souvent en conflit. En effet, une organisation peut être très radicale dans ses propos et ses projets futures mais adopter sur le court terme une stratégie très pragmatique. C'est le cas des femmes de MEC qui ne peuvent être trop radicales de peur de perdre leur emploi. C'est une situation courante dans les maquiladoras où aucun droit social n'est appliqué. Comme l'indique Jennifer Bickham Mendez, « despite their « radical » agenda, MEC organizers recognize the power of state institutions as the enforcers of the kinds of demands that they articulate »<sup>83</sup>. MEC est intégré dans une logique de négociation avec les pouvoirs publics.

*MEC (...) they are faced with appropriating strategic tools that are not entirely congruent with their radical, democratic vision for social change. (...) Though MEC's vision for change involves extending democracy beyond the "public" realm, their on-the-ground strategic positionings have involved recognizing and even incorporating the very dichotomy that they seek to transcend.*<sup>84</sup>

La distinction binaire public/privé est contestée par un groupe comme MEC. « MEC's feminist vision for the reconstruction of society involves breaking down the public/private split. »<sup>85</sup> Mais dans leur négociation avec l'État, les femmes de MEC adoptent la dichotomie pour se faire entendre. C'est toute la difficulté de lier idéal à la volonté de changement réel à court terme.

Parler le même langage que son adversaire est utile dans la mesure où l'on parvient à faire passer ses revendications. Mais jusqu'où l'adoption du même langage ne dénature-t-elle pas sa propre vision?

Il est nécessaire de créer les conditions adéquates à l'exercice de la pensée : Chomsky dénonce les systèmes éducatifs et les médias qui paralysent le jugement critique :

*Los que hacen éstos [medios] y el sistema educativo es entorpecer la inteligencia de uno y reducir la confianza en sí mismo, a tal punto que es imposible pensar. (...)*

<sup>82</sup> Melucci, A., « Le défi planétaire », op. cit. , p. 13.

<sup>83</sup> Bickham, Mendez, Op. Cit., p. 15.

<sup>84</sup> Ibid, p. 34.

<sup>85</sup> Ibid, p. 22.

*Porque las cualidades que se requieren para pensar son lo que sacan (los medios y el sistema educativo) de tu cabeza, tanto la habilidad para pensar como la creencia de que uno tiene el derecho a hacerlo.*<sup>86</sup>

L'expérience zapatiste est en ce sens une belle illustration de la lutte pour une pensée critique et responsable qui se concrétise, entre autres, dans la création d'un système éducatif propre (SERAZLN, Sistema Educativo Rebel de Autonomo Zapatista de Liberacion Nacional), et dans Radio Urgente, une radio communautaire mise en place depuis février 2004 dans trois régions zapatistes (los Altos, la Salvatzeetal, la selva fronteriza)<sup>87</sup>.

Les différentes manifestations de la transnationalisation des mouvements sociaux, en même temps qu'elles défient l'espace politique traditionnel, révèlent les carences du système institutionnel contemporain. Mais la transnationalisation possède ses propres limites et a créé de nouveaux défis auxquels les mouvements sociaux doivent faire face aujourd'hui.

---

<sup>86</sup> Chomsky, quotidien *La Jornada*, 19 septembre 2004, p.41.

<sup>87</sup> Informations tirées du dossier spécial sur l'anniversaire de EZLN, in *La Jornada*, op. cit.

*Les mouvements contemporains (...)  
 défient le pouvoir technocratique  
 sur des bases symboliques,  
 ils opposent à sa rationalité instrumentale  
 des codes culturels qui renversent  
 la logique des appareils scientifiques,  
 politiques et militaires dominants :  
 le besoin de sens et d'autonomie,  
 les limites de l'action humaine,  
 la recherche d'un nouveau paradigme scientifique,  
 le respect dû aux « marges » des cultures humaines.<sup>88</sup>*

Alberto Melucci

### III- LES DÉFIS ET LES LIMITES DE LA TRANSNATIONALISATION DES MOUVEMENTS SOCIAUX

#### **A- UNE REMISE EN QUESTION PROFONDE DU SYSTÈME POLITIQUE TRADITIONNELLE**

##### **1- En quoi les mouvements sociaux défient-ils le politique ?**

Les mouvements sociaux sont avides de démocratie, du moins dans leur discours. Ce thème récurrent est l'une des principales raisons d'être de l'ASC qui dénonce le manque de transparence et de démocratie entourant les négociations de la ZLÉA. Ayant mandat au niveau national, les gouvernements s'arrogent ce même droit sur le plan international. Mais les parlementaires sont le plus souvent exclus des négociations internationales, chasse gardée des grands entrepreneurs internationaux et des ministres. C'est d'ailleurs remarquable qu'on les retrouve dans les grands forums sociaux tel le FSM ; en fait, ils sont contraints à défendre leur statut et leur légitimité politique, d'une part face à des arènes de négociations qui les isolent de plus en plus, et d'autre part, face à des mouvements sociaux qui cherchent à se faire reconnaître sur la scène publique, se substituent finalement peu à peu à ces derniers et portent des revendications qui devraient normalement émaner de l'enceinte parlementaire<sup>89</sup>.

##### **a- un lieu et un système institutionnel contestés**

La négociation sur laquelle se basaient les rapports entre syndicats et patronat n'est plus possible avec les nouveaux mouvements sociaux. Elle relie cette incapacité à négocier à la nature même du fonctionnement organisationnel des mouvements sociaux, et en particulier

<sup>88</sup> Melucci, A., « Le défi planétaire de l'action collective », op. cit., p. 13.

<sup>89</sup> La notion de déficit parlementaire est le plus souvent utilisée pour rendre compte de l'ambivalence de leur position à l'heure actuelle, toujours légalement garants de la loi, mais de fait isolés par les pouvoirs grandissants des ministres et des milieux d'affaires.

au caractère non contraignant des décisions. Sans prise de décision ni représentants ayant le mandat de plaider la cause du reste de l'organisation, la négociation est en effet rendue difficile à mettre en œuvre. De plus, la nature universelle et centrale que ces groupes donnent à leurs revendications rend encore plus complexe toute négociation et les concessions sont alors difficilement envisageables de la part des mouvements sociaux.

*Les mouvements sont incapables de négocier parce qu'ils n'ont rien à offrir en échange des concessions qui pourraient leur être faites. Il leur est par exemple impossible de promettre une diminution de la consommation d'énergie en échange de l'arrêt des projets d'énergie nucléaire- à l'inverse des syndicats, qui peuvent promettre (ou du moins accepter en pratique) une modération salariale en échange de garanties sur l'emploi.<sup>90</sup>*

De plus, il n'y a pas nécessairement une volonté de négocier, la négociation étant plutôt appréhendée en termes négatifs, comme une dénaturation des revendications. C'est d'ailleurs souvent perceptible dans le discours des mouvements : la distinction nette faite entre nous/eux, l'emploi de termes antinomiques tels victoire/défaite, maintenant/jamais, montre la volonté de démarquer deux univers opposés. La perspective d'Offe nous semble néanmoins très radicale car il existe des organisations intégrées dans le jeu de la négociation tels certains groupes de femmes. Il est nécessaire de distinguer le discours de l'action proprement dite. Mais on peut se demander si l'institutionnalisation de ces groupes équivaut à un abandon de la logique du mouvement social. C'est d'ailleurs le débat présent à l'interne dans le mouvement féministe, la branche radicale considérant que « l'ONGisation » du mouvement lui a fait perdre sa spécificité.

Par ailleurs, la création d'un espace comme le FSM et les forums sociaux à différentes échelles, est un élément de taille pour la contestation du politique. Dans le cadre du FSM, les défis sont supérieurs car les enjeux de lutte démultipliés d'autant. En effet, chaque année des luttes nouvelles viennent s'inscrire dans le cadre du FSM, comme le Forum social des juges. La présence de juges et de parlementaires dans un espace comme le FSM, en marge des pouvoirs institués, est très significative d'une crise politique institutionnelle. Si même des élus et des représentants du système institutionnelle éprouvent le besoin de s'exprimer en dehors de leur enceinte classique, c'est la preuve d'une véritable inadéquation entre structures existantes et nouvelles réalités sociales.

La sphère politique est affectée par la fusion des sphères privée et publique dans le discours des mouvements sociaux. En effet, la frontière n'est plus aussi nette et des revendications considérées auparavant comme relevant du domaine privé, tendent à submerger l'agenda politique. Ces revendications sont portées par les mouvements sociaux qui cherchent à promouvoir une nouvelle façon de faire de la politique, non plus par les canaux traditionnels mais en redéfinissant-redélimitant l'espace politique.

*Ils revendiquent de militer sur des thèmes qui ne sont ni « privés » (en ce sens qu'ils ne constitueraient pas pour d'autres personnes une préoccupation légitime), ni « publics » (en ce sens qu'ils seraient reconnus comme un objet légitime des institutions et acteurs politiques officiels).<sup>91</sup>*

*Les nouveaux mouvements sociaux cherchent (...) à politiser les institutions de la société civile par des biais qui ne soient pas canalisés par les institutions politiques*

---

<sup>90</sup> Offe, p.

<sup>91</sup> Offe, p.

*représentatives/ bureaucratiques, et donc à reconstruire une société civile qui ne soit plus dépendante de la régulation, du contrôle et d'une intervention étatiques sans cesse croissants. En vue de s'émanciper de l'État, la société civile elle-même doit se politiser au moyen de pratiques qui appartiennent à une sphère intermédiaire entre les préoccupations « privées » et les modèles politiques sanctionnés par l'État. Offe p. 1*

Le flou entourant désormais la distinction entre privé et public résulte d'une conception différente de la réalité par rapport aux années d'après-guerre et qui persiste toujours dans l'existence même des institutions politiques. Offe parle d'un « postulat sociologique » propre à l'État-providence libéral selon lequel « les modèles de vie « privés », centrés sur la famille, le travail et la consommation, absorberaient les énergies et les aspirations de la plupart des gens, et que la participation à la vie publique ainsi que les conflits concernant celle-ci n'auraient en conséquence qu'une importance marginale dans la vie de la plupart des citoyens. » p.2

Les revendications des mouvements sociaux actuels ne peuvent plus être classées selon le système binaire privé/public<sup>92</sup> et s'inscrivent sur un « terrain politique non institutionnel », une troisième voie, « intermédiaire ».

#### **b- un révélateur des carences en matière démocratique**

Les mouvements sociaux, tout en révélant les failles du système politique, font appel à la responsabilisation de l'action humaine. « En révélant le côté sombre du pouvoir technologique, ces mouvements permettent à la société de prendre en charge ses propres actions ».<sup>93</sup>

La mobilisation sociale brise la façade des processus décisionnels et met en évidence les rapports de pouvoir qui se cachent derrière une neutralité revendiquée dans le discours et sous couvert de procédures rationnelles et objectives. « Dans le processus décisionnel, le pouvoir tend à se cacher derrière les procédures (...) La mobilisation collective oblige le pouvoir à paraître au grand jour et expose les intérêts cachés sous l'apparente neutralité de sa rationalité. »<sup>94</sup>

La multiplication des impératifs décisionnels a eu tendance à cacher les buts poursuivis au profit des seuls moyens, de leur efficacité et de leur optimisation. Cette situation est une composante essentielle des politiques mises en œuvre par les grandes institutions financières tels le FMI ou la BM, engluées dans les statistiques et paralysées par leur technicité. Cette obsession pour la maximisation de l'efficacité des techniques évince complètement la question du « pour quoi » des décisions. « La mobilisation et la protestation collectives ouvrent la discussion sur la question des fins en révélant les besoins non négociables et en créant un espace de débat où la présumée neutralité des moyens est remise en question. »<sup>95</sup>

Les processus de consultation de la « société civile », sur lesquels se base de plus en plus le système politique, peuvent-être vus comme une possible déviance de la conception même des droits des citoyens. La sphère politique pourrait même profiter de la confusion entourant la société civile pour faire croire que celle-ci est consultée. Dès le départ, les groupes participant aux différents réseaux internationaux ne sont pas ne sont pas nécessairement représentatifs de l'ensemble du mouvement, et les organisations consultées

<sup>92</sup> « Les nouveaux mouvements politisent des thèmes ne pouvant pas être « codés » à l'intérieur du code binaire de l'action sociale qui sous-tend la théorie politique libérale. » p.3

<sup>93</sup> Melucci, A. « Le défi planétaire de l'action collective », op. cit., p. 13.

<sup>94</sup> Melucci, Ibid, p. 14.

<sup>95</sup> Ibid, p. 14.

sont les plus influentes, d'où un déficit démocratique dès la sélection des représentants de la « société civile ». Cette situation de compétition ne peut qu'accroître les tensions au sein de différentes organisations d'un même mouvement.

Si l'Etat donne la parole à la société civile, il remet en cause son statut de représentativité et sa légitimité même car le rôle premier de l'Etat est de parler au nom de la société et de définir l'intérêt public. En consultant la société civile, il abdique sa capacité à la représenter et finit par se discréditer. A travers le processus de consultation, c'est la conception de la démocratie représentative qui est affectée. Dans cette perspective, comment les mouvements sociaux peuvent-ils contribuer à redéfinir les rapports entre Etat et société civile ?

Les politiciens et agents de l'État imputent aux citoyens le devoir de s'informer sur leurs droits et de les réclamer, tandis que les mouvements sociaux estiment que c'est à l'État de faire connaître à ses citoyens ses droits et d'être le garant des droits conquis. La sphère politique s'accommode très bien de cette notion qui s'inscrit dans la logique de l'offre et de la demande : « Tu n'obtiendras ce que tu veux que si tu le demandes ». Cette opposition des points de vue sur les rôles respectifs de l'État et du citoyen peut être illustrée par un cas concret. Lors d'une rencontre entre les représentants du mouvement syndical féminin MEC et un agent de l'État nicaraguayen Carlos Guerra, MEC réclame à l'État la mise en œuvre de moyens d'information pour que les citoyens connaissent leurs droits. La réponse ne se fait pas attendre : « All of us have an obligation to learn the law » et il suggéra même d'aller solliciter les ONGs internationales pour obtenir les fonds nécessaires, faute de ressources suffisantes au niveau national. C'est à la société civile de trouver les moyens d'éduquer les citoyens. Mais on peut percevoir les dérives d'une telle logique : d'une part, pour les politiciens une telle conception légitime le retrait de l'État du secteur public et la privatisation ; d'autre part, pour les mouvements sociaux, elle aboutit à une revendication incessante des droits des citoyens sans garantie d'acquis et à une logique de lobbying perpétuelle quelque peu désespérante. Les mouvements sociaux ne sont pas tant menacés par la sphère politique qui finalement pourrait bien s'en satisfaire, mais plutôt dans leur capacité même à atteindre leurs objectifs, pour parvenir à des avancées concrètes et durables.

Par ailleurs, en incitant MEC à avoir recours aux fonds étrangers, le fonctionnaire approuve l'entrée d'ONGs étrangères pour combler les services publics tout en justifiant implicitement la politique nationale de privatisation. On peut alors se demander si ce n'est pas la logique néolibérale elle-même qui a fomenté la création d'une « société civile globale ».

*the creation of a « global civil » society can be congruent with neoliberal projects of privatization. Though a national civil society may not have the resources to provide for the needs of its citizens, the existence of an international or transnational community leaves neoliberal states a clear avenue for eschewing public service functions.*

### **c- vers un nouveau compromis politique ? Pourquoi les nouveaux mouvements sociaux défient-ils le système politique existant ?**

La transnationalisation des mouvements sociaux participe à la remise en question profonde des compromis qui ont présidé à l'Etat-Providence ; ce sont les fondements mêmes des relations entre l'Etat et la société qui sont remis en cause et cette inadéquation entre demande sociale et réponses des institutions.

Faut-il envisager un nouveau compromis politique? Mais comment lier diversité et efficacité politique ? diversité et Etat-nation unitaire ?<sup>96</sup>

Les mouvements sociaux transnationaux dénoncent les carences en matière démocratique. Un des plus importants mouvements sur ce sujet est le mouvement des droits humains. Celui-ci, par son existence même, dénonce les carences de systèmes politique et judiciaire souvent corrompus et n'hésitant pas à recourir à la violence et aux assassinats (indigènes, MST, Amnesty International). La Déclaration des Nations Unies stipule que la société civile a le droit de lutter de manière autonome pour la défense des droits humains. Mais ce droit se trouve souvent détourné par l'action étatique. En effet, les

*pouvoirs publics (...) confondent- parfois intentionnellement- leur devoir de faire respecter les engagements nationaux et internationaux en matière de droits humains avec l'autorisation de régner sur toutes les activités publiques relatives à ces droits. Les États se servent également de ce prétexte pour s'appropriier ou assujettir des initiatives de la société civile.*<sup>97</sup>

En effet, le système politique est fondé sur une réalité périmée tandis que l'action des nouveaux mouvements sociaux participent d'une réalité différente qui défie la sphère institutionnelle. Offe met en évidence le nouveau paradigme qui émerge en lien avec ces nouvelles réalités et ce nouveau mode de vie, tout en le comparant à l'ancien.

L'ancien paradigme constituait le fondement de l'ordre d'après-guerre et reste encore ancré dans les institutions actuelles créées pendant cette période. Il est donc pertinent de se pencher sur les préoccupations majeures et la représentation de l'ordre politique de l'époque. Jusque dans les années 1970, les thèmes récurrents étaient la croissance économique, la distribution des ressources et la sécurité. Quant à la conception de l'État, c'est « l'État-providence-libéral-démocrate » qui dominait. Le modèle constitutionnel sur lequel s'est fondé cet État se caractérise par trois éléments clefs : le capital géré par des investisseurs agissant sur des marchés libres avec comme but le profit ; une organisation spécifique du travail participant à la redistribution des ressources et à la sécurité sociale, et une démocratie représentative marquée par la compétition des partis. Ce système était très structuré en fonction des valeurs centrales qu'étaient la croissance, la prospérité et la redistribution des ressources. De ce système résultait une division binaire de la société entre vie privée/ vie publique, capital/travail, État/société civile.

Ce paradigme est défié par les revendications et pratiques des nouveaux mouvements sociaux

---

<sup>96</sup> Pierre Hamel exprime cette idée lorsqu'il pose la question suivante : « Comment harmoniser des subjectivités et identités multiples dans un cadre politique pour définir un *modus vivendi* ? ». Cf. Séminaire de maîtrise, Université de Montréal, automne 2004.

<sup>97</sup> Amnesty International. « Les défenseurs des droits humains dans les Amériques: « des acteurs essentiels de notre époque ». 10 novembre 2003, p.7.



Caractéristiques principales de « l'ancien » et du « nouveau » paradigme politique<sup>98</sup> :

Dimensions	« ancien paradigme »	« nouveau paradigme »
Acteurs	Groupes socio-économiques agissant comme groupes (selon l'intérêt du groupe en question) et impliqués dans un conflit portant sur la distribution des ressources	Groupes socio-économiques agissant non en tant que tels, mais dans l'intérêt des collectivités concernées
Thèmes	Croissance économique et distribution ; sécurités militaire et sociale ; contrôle social	Préservation de la paix, de l'environnement, des droits de l'homme et des formes de travail non aliénées
Valeurs	Liberté et sécurité de la consommation privée et du progrès matériel	Autonomie et identité personnelles, opposées au contrôle centralisé,...
Modes	a) interne : organisation d'action formelle, associations représentatives sur une large échelle b) externe : médiation des intérêts pluraliste ou corporatiste ; compétition des partis, règle majoritaire	c) interne : informel, spontané, faible degré de différenciation horizontale et verticale d) externe : politiques protestataires basées sur des demandes formulées avant tout en termes négatifs

## B- LA TRANSNATIONALISATION ET LES MOUVEMENTS SOCIAUX : DE NOUVEAUX ENJEUX

### 1- La difficile conciliation des intérêts : le défi du maintien de la diversité

#### a- concilier des intérêts issus de réalités socio-économiques différentes

Les différences entre organisations Nord/Sud dans le cas d'un regroupement transnational d'un même mouvement dépendent souvent de la réalité socio-économique propre à chacun. Il est difficile alors de parler de coopération transnationale et les réseaux restent fragiles et les liens transnationaux sont finalement assez lâches. Dans le cas du mouvement environnemental, les actions communes sont très ponctuelles, se limitant le plus souvent à des campagnes spécifiques sur un thème particulier. De plus, ces campagnes internationales sont dominées par les thèmes chers aux organisations du Nord dont les priorités divergent souvent des thématiques mises de l'avant par des groupes du Sud, tels les écologistes indiens. « These conflicting ideologies and goals can create political tensions within the environmental network and affect the patterns of international cooperation. »<sup>99</sup>

Il est certain qu'un des obstacles à la consolidation des réseaux transnationaux vient de la disparité des situations socio-économiques des pays. Outre des systèmes de valeurs distinctes, les préoccupations ne sont pas les mêmes entre une femme d'une « maquiladora » qui lutte pour une reconnaissance minimale de ses droits et une femme syndicaliste nord-américaine

<sup>98</sup> Tableau de Claus Offe. Op. Cit.

<sup>99</sup> Rohrschneider. Op. Cit., p. 530.

qui lutte pour une augmentation de son salaire. Même si la solidarité peut être présente, au moment de l'adoption d'actions concrètes, les clivages ressortent et chacun a tendance à défendre ses intérêts propres.

### **b- allier diversité des points de vue et stratégie commune**

Cette difficulté se superpose les divergences entre des mouvements sociaux différents lorsque ces derniers sont regroupés dans l'ASC par exemple. Chacun tend à vouloir faire prévaloir sa vision, que celle-ci soit environnementale, syndicale ou féministe, et la convergence des différentes perspectives n'est pas facile à opérer lorsqu'il s'agit de trouver un consensus sur des principes ou un plan d'action communs.

Et de nouvelles oppositions peuvent émerger au sein d'une structure. « Resistance Mumbai » au dernier FSM s'est tenu en marge du FSM et a adressé de fortes critiques à la voie réformiste du FSM. Ces dénonciations peuvent être à la fois bénéfiques pour se confronter à ses propres contradictions et aussi néfastes en discréditant le rassemblement du Forum Social Mondial.

*While rejecting more militant forms of struggle, it does not explain how it could fight one of the most insidious and violent forces of history – the war-mongering US imperialism, or even the less aggressive, but also dangerous European and other imperialisms. With its amorphous framework of “Another World is Possible”, which is explained by most of its leadership as “giving globalization a human face” (a reprehensible concept in itself), it offers no real alternative, ensuring that much of the ‘debate’ remains at best mere intellectual sparring, without leading to any conclusion. (...). The conference and other main events, with audiences of thousands and media attention, have been dominated by establishment politicians known to have supported and even initiated programmes and policies of imperialist globalization and war. (...) These are some of the factors that make it clear that the WSF has developed as a platform that basically channelises dissent into avenues acceptable to the big capitalist powers that re the perpetrators of the ravage and plunder of imperialist globalization and war<sup>100</sup>.*

Cette vision nous semble cependant excessive, mais elle existe. La “Consulta” s'est révélée très inégale quant à ses resultants. La réussite a été finalement plus le fait de l'engagement propre à chaque pays et s'est manifestée davantage par une diffusion de l'information que par la création d'un réel pouvoir de décision sur les enjeux concernés<sup>101</sup>.

### **c- faire converger des groupes très divers : syndicats et nouveaux mouvements sociaux**

Le mouvement anti-globalisation est, selon Touraine, le mouvement historique du 21<sup>ème</sup> siècle et ses liens avec les mouvements sociaux centrés davantage sur l'usage du savoir sont très lâches.

*This explains the great difficulty that alter-globalists encounter when they try to establish liaisons- which they are constantly trying to do- with movements that are*

<sup>100</sup> Source : site de Mumbai Resistance : « Why MR 2004 ? ». [www.mumbairesistance.org/why%20Mumbai%20Resistance%202004.htm](http://www.mumbairesistance.org/why%20Mumbai%20Resistance%202004.htm)

<sup>101</sup> Cf. Brunelle, Dorval. « Bilan de la consultation populaire sur le projet de ZLÉA menée par les mouvements sociaux à travers les Amériques ». Observatoire des Amériques, no. 3, janvier 2004, p.1-7.

*social per se but that resist giving central importance to globalization, due to their local, social, or professional roots*<sup>102</sup>.

C'est dans cette perspective que Touraine voit un décalage croissant entre mouvement social et mouvement historique- « the distance between social and historical movements (...) is much greater in information and communication societies than in industrial societies. »

Naomi Klein soulève la même question lorsqu'elle parle de "dualities" entre d'une part, une classe moyenne impliquée fortement dans les réseaux transnationaux et portée par des préoccupations morales abstraites (étudiants et activistes professionnels), et d'autre part, des acteurs sociaux pris dans la réalité quotidienne et se définissant dans et par un contexte particulier et concret. Un des grands défis pour ces mouvements est de parvenir à lier davantage ces deux sphères pour ne pas discréditer la première (faute de crédibilité à la base) ni isoler la seconde (cantonnée au local).

Offe quant à lui, même s'il distingue trois types d'acteurs différents au sein de ces mouvements sociaux, n'en soulève pas moins la question épineuse de leur difficile convergence.

*Malgré les convergences et les affinités qui rassemblent ponctuellement ces groupes, leurs divergences sont assez claires : alors que la critique « moderne » de la modernisation que soutient la nouvelle classe moyenne est basée sur des idéaux et des valeurs universalistes et émancipateurs, ainsi que sur des capacités cognitives élevées, la critique de l'ancienne classe moyenne et des groupes périphériques repose sur des sources normatives et des modes de connaissance prémodernes, particularistes, déviants, hédonistes, passéistes ou irrationnels à d'autres égards.*<sup>103</sup>

De plus, il voit un fort déséquilibre entre ces différents groupes, les groupes « périphériques » et l'ancienne classe moyenne plus susceptibles d'être en position de victimes que la nouvelle classe moyenne. Définissant le nouveau paradigme porté par les mouvements sociaux actuels comme une « critique « moderne » de la modernisation future », Offe s'inscrit dans la conception tourainienne de l'anti-globalisation comme un mouvement historique qui conteste le processus de modernisation.

Parvenir à surmonter les conflits internes au mouvement social est un enjeu clef de leur maintien et de leur avenir. Il constitue même pour Offe le déterminant principal du passage de l'ancien au nouveau paradigme.

*Le fait que les forces qui représentent le nouveau paradigme (...) soient capables ou non de défier « l'ancien » paradigme politique dominant dépendra avant tout du fait que les clivages internes et les contradictions qui existent entre les nouvelles classes moyennes, les anciennes classes moyennes et les groupes périphériques soient ou non dépassés, et le cas échéant de la manière dont ils le seront.*<sup>104</sup>

## 2- Vers une « ONGisation » des mouvements sociaux ?

Il semble que les mouvements sociaux aspirent de plus en plus à s'incorporer dans l'agenda des grandes conférences onusiennes. La croissance de la participation des ONG de tous horizons est un indice significatif de cette volonté de représentativité au sein des grandes institutions internationales. Mais dans quelle mesure cette logique d'institutionnalisation et de légitimation peut-elle être nuisible aux mouvements sociaux ? Cette « progressive

<sup>102</sup> Touraine. « On the frontier of social movements ». *Current Sociology*, vol. 52, no. 4, 2004, p. 724.

<sup>103</sup> Offe. *Op. Cit.*, p. 122.

<sup>104</sup> *Ibid*, p. 123.

ONGisation des mouvements sociaux » ne trahit-elle pas les revendications premières des groupes de base ? Peut-on parler le même langage sans dénaturer son potentiel transformateur ? Falquet voit dans cet engouement des mouvements sociaux pour le système onusien une neutralisation et une récupération camouflées sous couvert du projet de « bonne gouvernance » :

*il nous semble urgent de rompre avec un certain angélisme vis-à-vis du projet ONU sien de mise en place d'une « bonne gouvernance » mondiale. (...) ce projet semble devenu le seul horizon de la plupart des mouvements sociaux progressistes, que l'on avait connus plus imaginatifs. (p.1) Falquet*

Une des pertes non négligeables quand un mouvement social joue la carte onusienne est le choix des thèmes prioritaires à débattre. En effet, l'ONU définit d'avance les sujets des conférences et ateliers et il faut participer aux réunions préparatoires pour avoir la chance de se faire entendre. Avec la participation au système ONU sien, c'est l'entrée dans une logique permanente de lobbying et de visibilité de son organisation qui prévaut.

*[on assiste à] la progressive ONGisation des mouvements sociaux, aspirés par des logiques d'institutionnalisation et de légitimation largement fomentées par le système ONU sien : ces mouvements sont non seulement neutralisés, mais amenés à contribuer à la mise en place d'un nouvel ordre mondial totalement opposé aux intérêts des populations initialement mobilisées. (p.1)*

La logique politique prévaut sur la dimension sociale et c'est en ce sens que Touraine évoque la fin du mouvement social. Le conflit n'est plus central et les valeurs premières se trouvent diluées ou estompées par la priorité donnée à la légitimation institutionnelle.

#### **a- problème de déconnexion d'avec la base**

Les ONG se professionnalisent de plus en plus et par là même tendent à perdre le contact d'avec la base du mouvement social dont elles revendiquent l'appartenance. Un mouvement qui se transnationalise tend à concentrer son activité sur la préparation des grandes conférences et peut perdre de vue son activité plus locale. Il risque de s'éloigner de sa base pour ne plus s'adonner qu'à des tâches bureaucratiques en fonction de sa participation renouvelée sur la scène internationale. On ne peut que déplorer le décalage entre la multiplication des ONG traitant des femmes et la dégradation simultanée de leurs conditions réelles. L'intégration des mouvements sociaux dans le système institutionnel international s'accompagne d'une bureaucratisation, d'un accaparement du temps sur la seule préparation des grands événements, au détriment de la réalisation effective des revendications originelles.

Il est certain qu'il y a là une contradiction dans les termes, mais peut-on imputer toute la responsabilité à l'ONU qui suivrait nécessairement une logique de manipulation quelque peu diabolique ? Ou ne serait-ce pas là plutôt le signe de sa faiblesse et de son impuissance à opérer tout changement dans un rouage très, peut-être même trop, institutionnalisé ?

L'un des défis pour ces mouvements est de parvenir à articuler les avancées faites sur le plan international à des réalisations concrètes au niveau national avec des impacts directs sur la vie des gens.

#### **b- problème de légitimité**

Le phénomène de dépendance tend à nuire aux organisations du Sud quand à leur crédibilité sur la scène locale. En effet, obtenir des ressources des ONG du Nord sous-entend une possible modification des priorités et des valeurs de l'organisation du Sud ; ce qui peut entraîner une perte de légitimité pour le groupe du Sud auprès de sa population ; « in the worst

case, aid from foreign ENGOs may turn into a debilitating dependence » that pulls ENGOs away from their domestic bases of support »<sup>105</sup> Cette situation pose le problème de la représentativité du mouvement sur le plan international : les groupes participant aux différents réseaux internationaux ne sont pas forcément représentatifs de l'ensemble du mouvement.

### **3- problème de dépendance financière et idéologique**

La tenue de grandes rencontres internationales des mouvements sociaux est encore dominée par une classe moyenne qui dispose des ressources suffisantes pour se payer de tels déplacements. Néanmoins les efforts pour remédier à ce déséquilibre Nord/ Sud sont réels mais il est certain que ce phénomène met bien en évidence le décalage qui existe au sein même des mouvements sociaux, entre d'une part, des organisations du Nord bien pourvues en ressources et bénéficiant de statut consultatif auprès des grandes organisations, et d'autre part, les organisations du Sud qui sont sans cesse à la recherche de sources de financement et, d'ailleurs, souvent chapeautées par des ONG du Nord. Sur la base du « Global Environmental Organizations Survey » (GEOS), il ressort que les groupes les mieux représentés sur la scène internationale sont ceux qui disposent des plus importantes ressources, donc les groupes du Nord.

En effet, le réseautage implique un investissement financier non négligeable.

La transnationalisation des activités est marquée par une forte dépendance technique et financière des groupes du Sud vis-à-vis de ceux des ONG du Nord. Les échanges de compétences techniques sont très élevés mais aussi très inégaux. "The exchange of resources or expertise makes some groups suppliers in the network, and other groups are consumers."<sup>106</sup>

---

<sup>105</sup> Rohrschneider, Op. Cit., p. 530.

<sup>106</sup> Ibid, p. 514.

The frequency of transnational activities<sup>107</sup>

Activity	North America (en %)	Latin America (en%)
Dealt with an international agency	76.2	72.7
1- Received technical resources from agency/groups outside nation	61.9	80.6
2- Received money from groups/agency outside own nation	21.1	64.6
<b>Recipient Index</b>	26.3	60.0
3- Provided technical resources from agency/groups outside nation	71.4	63.6
4- Provided money to groups/agency outside own nation	40	3.2
<b>Supplier Index</b>	40.0	6.4
(Number of cases)	19-21	62-65
<b>3-1</b>	+9.5	-17
<b>4-2</b>	+18.9	- 61.4
<b>Supplier Index - Recipient Index</b>	+13.7	- 53.6

En comparant la différence entre les ressources techniques données et celles obtenues, le pourcentage est nettement positif pour les pays développés avec +9.5 pour l'Amérique du Nord, mais négatif pour les pays en développement avec -17 pour l'Amérique du Sud. Cette asymétrie est encore plus marquée pour les échanges financiers.

*Environmental groups from affluent democracies (...) are more likely to supply resources, while groups from developing nations are more likely to receive resources from this transnational network.*<sup>108</sup>

Les rapports d'inégalité se répètent au sein des mouvements sociaux et peuvent être source de conflits internes. « Southern NGOs can suffer from goal displacement and loss of legitimacy if they develop too strong a dependence on the support of Northern NGOs. »<sup>109</sup>

Développer des pratiques transnationales ne résulte pas nécessairement d'un choix de la part d'organisations locales mais plutôt d'un besoin auquel l'État national ne répond pas. La multiplication d'acteurs étrangers dans un pays peut se traduire par l'apport de subventions d'ONGs ou par leur présence même sur le territoire national dans des secteurs relevant avant des services publics, telles l'éducation ou la santé. Cette nouvelle réalité ne constitue-t-elle pas une menace pour les mouvements sociaux ? N'est-elle pas une panacée pour les politiciens qui se défont de leurs responsabilités en matière de garantie des droits de leurs citoyens pour laisser la place à de nouveaux acteurs sur la scène publique ? L'argument le plus souvent invoqué est le manque de fonds, le poids de la dette, la nécessité de faciliter les investissements étrangers pour que le pays s'en sorte. Mais à laisser s'installer

<sup>107</sup> Tableau tiré de Rohrschneider, R., et J. Dalton, Op. Cit., p. 519.

<sup>108</sup> Ibid, p. 520.

<sup>109</sup> Ibid, p. 513.

subrepticement autant de nouveaux acteurs étrangers, la dépendance ne peut que s'accroître. Les organisations locales auront aussi tendance à trahir leurs revendications originelles ; par le fait même de recourir à des ONG pour leur financement, elles donnent l'aval au retrait de l'État des questions sociales. Ces pratiques transnationales mettent finalement en évidence la complexification des enjeux sociaux au sein de chaque société.

En même temps qu'ils défient la sphère politique,

*les mouvements sociaux sont la forme d'action qui se distingue le plus de ce qui est hérité et qui indique les lieux et les façons dont la société se construit elle-même.*

*L'analyse de l'action collective est donc un territoire spécifique de l'exploration de nouvelles possibilités.*<sup>110</sup>

De même que le politique doit s'ajuster à la réalité changeante, les mouvements sociaux doivent s'ajuster aux changements politiques et institutionnels : ils sont en constante redéfinition par rapport à l'environnement dans lequel ils évoluent.

---

<sup>110</sup> Melucci. Op. Cit., p. 10.

## CONCLUSION

Malgré tous les défis auxquels les mouvements sociaux actuels font face quant à leur transnationalisation, leur présence n'en est pas moins positive car elle met en évidence les failles du système politique. En ce sens, « les formes contemporaines de l'action collective jouent le rôle de « révélateurs », elles exposent ce qui est caché ou exclu du processus de prise de décision. »<sup>111</sup> Ainsi, l'opinion publique se voit informée et les acteurs politiques contraints à rendre des comptes. Les mouvements sociaux dérangent l'« ordre » politique et forcent la remise en cause, le questionnement et la réévaluation de la pertinence des institutions politiques existantes pour répondre aux défis de notre société actuelle. La mobilisation sociale oblige à « interroger une conception étreinte de la démocratie conçue uniquement comme une compétition pour des ressources gouvernementales ».<sup>112</sup> L'action des mouvements sociaux est donc un facteur de conscientisation et de création d'espaces publics pour le débat politique. Elle participe de la revitalisation du politique. Par leur action, les mouvements sociaux contribuent « à établir une nouvelle zone politique transnationale au sein de laquelle les gens et les gouvernements pourront prendre la responsabilité des choix dramatiques auxquels les humains ont à faire face pour la première fois. »<sup>113</sup> L'exercice de la politique s'était vu réduit à un espace limité, duquel était absent tout questionnement sur l'avenir, sur ses finalités, ainsi que toute autocritique. Les mouvements sociaux réintroduisent ces questionnements de fond dans le débat public et c'est peut-être là que réside leur rôle principal de changement social, à l'intérieur même de la conscience collective.

*L'action des mouvements (...) montre qu'il est impossible de relever le défi monumental que représente la vie en commun sur une planète devenue une société globale sans discuter ouvertement des « fins » et des « valeurs » qui rendent une telle cohabitation possible. Elle met au premier plan les dilemmes insurmontables auxquels font face les sociétés complexes et, ce faisant, les oblige à accepter la responsabilité de leurs choix, de leurs conflits et de leurs limites.*<sup>114</sup>

Nous retrouvons ce même poids au niveau de l'individu contemporain qui acquiert sa liberté au prix d'une responsabilité accrue sur ses choix, ses succès et ses échecs.

Les mouvements créent des espaces publics qui mettent à jour les enjeux et défis actuels tout en pointant la responsabilité de la société. Ces questions soulevées doivent ensuite être intégrées à la sphère institutionnelle.

*Les espaces publics permettent aux mouvements de ne pas être institutionnalisés et, réciproquement, ils assurent que la société en son entier sera capable de prendre la responsabilité- c'est-à-dire de traiter institutionnellement- les enjeux et conflits que*

---

<sup>111</sup> Melucci, A., « Le défi planétaire », op. cit. , p. 13. Et Pierre Hamel affirme avec justesse que l'étude de la transnationalisation des mouvements sociaux est une fenêtre ouverte sur la compréhension du changement social dans nos sociétés contemporaines ; cette analyse porte au-delà de son seul objet d'étude pour saisir les enjeux sociétaux cruciaux qui se jouent à l'heure actuelle.

<sup>112</sup> Ibid, p. 13. « leur action a enrichi le nouveau potentiel démocratique du monde contemporain, mais aussi les nouvelles puissances et les nouveaux risques. »

<sup>113</sup> Ibid, p.18.

<sup>114</sup> Ibid, p.19-20.



*les mouvements soulèvent à propos des finalités et de la signification de l'action sociale.*<sup>115</sup>

Le véritable défi pour les acteurs politiques est de trouver une façon de traduire les demandes des mouvements sociaux et d'assurer une démocratisation du système. Et pour les mouvements sociaux, l'enjeu est, d'une part, de maintenir leurs acquis et d'élargir leurs appuis face à une criminalisation et une marginalisation accrues, dans un contexte de guerre au terrorisme, et, d'autre part, de parvenir à concrétiser leurs aspirations par des avancées concrètes et rendues visibles au niveau local.

En tant que mouvements sociaux visant explicitement le changement social, leur rôle de révélateur n'est pas suffisant. Ils doivent s'affirmer en tant qu'acteurs du changement. Il n'est pas vain de se poser la question s'ils constituent aujourd'hui de véritables catalyseurs du changement social. Si l'on se fonde sur l'un des principaux objectifs des mouvements sociaux, à l'heure actuelle, qui est l'approfondissement de la démocratie, il faut reconnaître que les mouvements sociaux peinent à sa réalisation. Cette exigence démocratique a du mal à s'imposer sur la scène politique, et à modifier en profondeur les structures de pouvoir, toujours dominées par les intérêts des grandes entreprises et par la course à la croissance économique. Quel est, alors, l'« effet utile » de leur mobilisation sociale? L'action des mouvements sociaux peut-elle réellement transformer les rapports de domination ou ne contribue-t-elle pas au maintien d'un certain *statu quo*?

Cela questionne la nature même de leur efficacité et de la réalité de leur impact sur l'évolution de la société. En effet, même si leur action a, par exemple, contribué à modifier en partie l'ALÉNA par l'annexion de deux clauses sur le travail et l'environnement, ou à adopter une charte démocratique après le sommet de Québec, jusqu'à quel point ces modifications constituent-elles un réel changement de cap dans l'orientation politique, est difficile à définir. Leur plus gros défi actuel est peut-être de se donner les moyens de devenir de vrais acteurs du changement en dépassant la simple critique par des propositions concrètes de visions alternatives. C'est l'objet d'un livre comme *L'élan du changement* qui vise à mettre en évidence les conditions nécessaires à la réussite des objectifs visés par l'action des mouvements sociaux.<sup>116</sup> Albert appelle à multiplier les actions des mouvements sociaux à tous les niveaux : « Il nous faut des pôles de mobilisation multiples et diversifiés, locaux, nationaux et internationaux, et enfin constants, pas seulement un ou deux gros événements par année. »<sup>117</sup> L'unité doit être recherchée et la mise en commun des actions doit permettre de renforcer la capacité des mouvements à représenter une menace réelle pour l'ordre établi et ainsi à susciter le changement. Mais suffit-il de multiplier les lieux de contestation des mouvements sociaux? Questionner l'effet utile des mouvements sociaux n'a pas pour but de démoraliser leur action mais plutôt de forcer une auto-critique et de relativiser leur marge de manœuvre dans un système politique qui les exclut des processus décisionnels majeurs.

Néanmoins, malgré la fragilité et le caractère aléatoire de ces réseaux transnationaux, ce sont de nouvelles pratiques qui affectent le cadre d'évolution des mouvements sociaux.

<sup>115</sup> Ibid, p. 17.

<sup>116</sup> La taille du mouvement est, selon l'auteur Albert, un facteur décisif pour réussir à menacer le statut et le pouvoir des dominants, préalable nécessaire au changement. De plus, la connexion entre le local et la dimension transnationale de l'action collective doit être maintenue de façon constante pour permettre de maintenir le lien avec la base. « Si on ne donne pas la priorité aux activités plus personnelles et publiques, nous risquons (volontairement ou non) de courir en petit groupe de plus en plus isolé, de devenir une sorte d'avant-garde, coupée des collectivités qu'elle doit impérativement rejoindre. », p. 59.

<sup>117</sup> Albert. Op. Cit. , p. 43.

De plus, l'approfondissement de la transnationalisation des mouvements sociaux tend à interpeller la légitimité de nos institutions politiques par rapport à la réalité sociale d'aujourd'hui, et participe également de la redéfinition du politique et de l'engagement citoyen. C'est en ce sens que la transnationalisation contemporaine des mouvements sociaux a un impact sur la transformation socio-politique de nos sociétés et s'intègre pleinement à un questionnement sur le renouveau de nos cadres politiques.

## BIBLIOGRAPHIE

**Ouvrages et articles généraux sur les mouvements sociaux****Ouvrages et chapitres de livres :**

- Alvarez, Sonia E., Dagnino, Evelina, et Arturo Escobar. *Cultures of Politics, Politics of Cultures: re-visioning latin american social movements*. Westview Press. 1998.
- Barrez, Dirk (2002). Une autre mondialisation est possible. De Seattle à Porto Alegre. Rhode-St-Genèse : Le Roseau vert, 270 p.
- Bellerose, Charles (2003). L'interaction autorégulée ou les assises paradigmatiques du néolibéralisme : les rapports entre la nouvelle théorie sociale et le discours du mouvement pour une autre mondialisation. UQAM : Thèse de Doctorat en sociologie, 637 p.
- Dubé, François et Danilo Martuccelli. "Éclatement et unité des mouvements sociaux" in *Quelle société visons-nous?*, Paris, Seuil, 1998, p.223-247.
- Escobar, Arturo, et Sonia E. Alvarez. *The making of social movements in Latin America*. Westview Press. 1992.
- Klein, Naomi. *Journal d'une combattante: nouvelles du front de la mondialisation*. Actes Sud, 2003.
- Marques-perreira (et autres). *La citoyenneté sociale en Amérique Latine*. CELA-IS. Ed. L'Harmattan. 1995
- Melucci, Alberto. « Identité et changement : le défi planétaire de l'action collective », in Dionne Hugues et alt., *Au-delà du néolibéralisme. Quel rôle pour les mouvements sociaux?* Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1997, p. 9-20.
- Mouterde, Pierre. *Quand l'utopie ne désarme pas*. Écosociété. Paris. 2002.

**Articles :**

- « Neoliberalismo y conflicto social : las configuraciones de los movimientos populares en América Latina », Clara Algranati, José Seoane y Emilio Taddei, 20 nov. 2003. Repertorio de los movimientos sociales. <http://www.social-movements.org/es/node/view/382>
- Brunelle, Dorval. "L'État prédateur et le mouvement citoyen mondial: retour de Porto Alegre." *Observatoire des Amériques*, 12-02-2003, p.1-6. [http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/Chro\\_Brunelle2.pdf](http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/Chro_Brunelle2.pdf)
- Diani, Mario. "The concept of social movements". *The Sociological Review*, 1992, vol. 40, no. 1, p. 1-25.
- Dubé, François. "Between a defense of society and a politics of the subject: the specificity of today's social movements". *Current sociology*, vol. 52, no. 4, 2004, p. 693-716.
- Escribano, Marcela. "LE FORUM SOCIAL MONDIAL : De Porto Alegre à Mumbai, un autre monde est possible ! ". Première publication : 12 novembre 2003, mise en ligne : 12 novembre 2003. [www.alternatives.ca/imprimer962.html](http://www.alternatives.ca/imprimer962.html)
- Fals Borda, Orlando. "Mouvements sociaux et pouvoir politique:développements en Amérique Latine". *Futur Antérieur*, no. Spécial, juin 1994, p. 1-9. [http://multitudes.samizdat.net/article.php3?id\\_article=845](http://multitudes.samizdat.net/article.php3?id_article=845) Consulté le 31-05-2004.
- Maheur, Louis, et David Descent. " Les mouvements sociaux: un terrain mouvant", *Nouvelles Pratiques Sociales*, vol. 3, no. 1, 1990, p. 41-51.
- Giugni, Marco G. "The other side of the coin: explaining crossnational similarities between social movements", *Mobilization: An International Journal*, 1998, vol. 3, no. 1, p. 89-105.
- Gohn, Maria da Gloria, et Pierre Hamel. "Movimentos sociais e mudanças na democracia no contexto da globalização contemporânea", *Questões do século XXI*, 2003, vol. 100, tome 1, p. 97-120.

- Melucci, Alberto. "Les adversaires du vide", *Nouvelles Pratiques Sociales*, 1990, vol. 3, no.1, p. 33-40.  
*Movimientos sociales en la Red*. Osvaldo Leon, Sally Burch, Eduardo Tamayo, ALAI, sept. 2001.  
<http://alainet.org/publica/msred/>
- Offe, Claus. "Les nouveaux mouvements sociaux: un défi aux limites de la politique institutionnelle".  
*Futur Antérieur*, vol. 22, no. 2, 1994, p. 1-16.  
[http://multitudes.samizdat.net/article.php3?id\\_article=945](http://multitudes.samizdat.net/article.php3?id_article=945) Consulté le 31-05-2004.  
 Version plus aboutie dans *Les démocraties modernes à l'épreuve*, 1997, Paris, L'Harmattan, p. 98-132.
- Rajagopal, Balakrishnan. « International law and social movements : challenges of theorizing resistance ». *Colombia Journal of Transnational Law*, no. 41, 2002-2003, p. 397-434.
- Sassen, Saskia. "Local actors in global politics". *Current Sociology*, vol. 52, no. 4, 2004, p. 649-670.
- Smith, Jackie. "Globalizing resistance: the battle of Seattle and the future of social movements".  
*Mobilization: An International Journal*, vol. 6, no. 1, 2001, p. 1-19.
- Touraine, Alain. "The importance of social movements". *Social Movements Studies*, vol. 1, no. 1, 2002, p. 89-95.
- Touraine, Alain. « On the frontier of social movements ». *Current Sociology*, vol. 52, no. 4, 2004, p. 717-725.

### **Indigènes et question agraire**

- Le Bot, Yvon. *Violence de la modernité en Amérique Latine : indianité, société et pouvoir*. (1994)
- Brysk, Alison. "Turning weakness into strength: the internationalization of indian rights". *Latin American Perspectives*, 89, vol. 23, no. 2, 1996, p.38-57.
- Conaghan, Catherine M., et James M. Malloy. "Democracia y neoliberalismo en Peru, Ecuador y Bolivia". *Desarrollo Económico*, vol. 36, no. 144, janv-mars 1997, p.867-890.
- García Serrano, Fernando. « Política, Estado y diversidad cultural : la cuestión indígena en la región andina ». *Nueva Sociedad*, no. 173 (mai-juin 2001), p. 94-103.
- Gargarella, Roberto. "Recientes reformas constitucionales en America Latina: una primera aproximación". *Desarrollo Económico*, vol. 36, no. 144, janv-mars 1997, p.971-990.
- Mato, Daniel. "Transnational networking and the social production of representations of identities by indigenous peoples' organizations of Latin America". *International Sociology*, vol. 15, no. 2, juin 2000, p. 343-360.
- Mouterde, Pierre. *Quand l'utopie ne désarme pas*. Montréal : Ecosociété, 2002.
- Tilley, Virginia Q. « New Help or New Hegemony? The Transnational Indigenous Peoples' Movement and "Being Indian" in El Salvador ». *Journal of Latin American Studies*, vol. 34 (août 2002), p. 525-554.
- Varese, Stefano. « The ethnopolitics of Indian Resistance in Latin America ». *Latin American Perspectives*, 89, vol. 23, no. 2, printemps 1996, p. 58-71.
- Veltmeyer H., et J. Petras, "The social dynamics of Brazil's rural landless workers' movement: Ten hypotheses on successful leadership", *The Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 39, no. 1, 2002, p. 79-97.

Revue *Latin American perspectives*, no.1, janvier 2003.

Dossier « Amérique Latine. Les Indiens aux portes du pouvoir ». *Courrier International*, no. 668, 21-27 août 2003.

[www.risal.collectifs.net](http://www.risal.collectifs.net) 06-10-2003

- « Déclaration des peuples indigènes contre la zone de libre-échange des Amériques ». Novembre 2002.

[bolivia.indymedia.org/](http://bolivia.indymedia.org/)

### **Les politiques de Libre-échange dans les Amériques**

Barkvis, Peter.

- « La dimension sociale de l'intégration continentale ». *ISUMA*, vol. 1, no. 1, printemps 2000, p. 1-9.

- “Concerte la société civile en Amérique: l’Alliance sociale continentale”, nov. 1999, p. 1-6. <http://laboris.uqam.ca/babillard/concerter.htm> consulté le 03-06-2004.
- Brunelle, Dorval.  
 « La ZLÉA après Quito ». Observatoire des Amériques. Décembre 2002.  
 « La notion de déficit démocratique dans le contexte de la globalisation des marchés : le cas de la ZLÉA ». Observatoire des Amériques. Avril 2003.  
 « Bilan de la consultation populaire sur le projet de ZLÉA menée par les mouvements sociaux à travers les Amériques ». Observatoire des Amériques, no. 3, janvier 2004, p.1-7. [www.ceim.uqam.ca](http://www.ceim.uqam.ca)
- Brunelle, D. et Christian Deblock. « Les mouvements d’opposition au libre-échange dans les Amériques et la constitution d’une Alliance sociale continentale », NPS, vol. 13, no. 2, 2000, p. 131-147.
- Deblock, C. et D. Brunelle, « Vers quel régionalisme économique dans les Amériques? », Notes et Études - GRIC, mai 2000, p.1-7. <http://www.unites.uqam.ca/gric/pdf/Quelregio.pdf>

### **Documents :**

- « Américas : duas visoes opostas : anteprojeto oficial da ALCA vs. Alalternativas para as Américas”. Alliance sociale continentale. Janvier 2002. [www.asc-hsa.org](http://www.asc-hsa.org) consulté le 07-06-2004.
- « Alternatives for the Americas », déc. 2002, ASC, p. 1-111. [www.art-us.org/docs/alternatives%20dec%202002.pdf](http://www.art-us.org/docs/alternatives%20dec%202002.pdf) consulté le 07-06-2004.
- [www.alcaabajocuba.org](http://www.alcaabajocuba.org)  
[www.risal.collectifs.net](http://www.risal.collectifs.net)
- « Les dessous de l’ALCA : Origine, objectifs et effets de l’ALCA ». Éditorial d’*Alternatives Sud*, vol. X, 2003. Louvain : Centre Tricontinental.

### ***Environnement***

- Rohrschneider, Robert et Russel, J. Dalton. “A global network? Transnational cooperation among environmental groups”. *The journal of politics*, vol. 64, no. 2, mai 2002, p. 510-533.
- Schittcatte, Catherine. “The creation of a global public good through transnational coalitions of social movements: the case of the Amazon”. *Canadian Journal of Development Studies*, vol. 20, no. 2, 1999, p. 203-223.

### ***Femmes***

- Brossard, Louise. “Les stratégies des mouvements féministes et de femmes dans un contexte mondialisé”. Note de recherche 02-01. *Cahiers de recherche-CEIM*. Mars 2002, p. 1-21. <http://www.ceim.uqam.ca>
- Falquet, Jules. « L’ONU, alliée des femmes? », *Multitudes 11*, hiver 2003, p. 1-7. [http://multitudes.samizdat.net/article.php?id\\_article=112](http://multitudes.samizdat.net/article.php?id_article=112) consulté le 31-05-2004.
- Friedman, Elisabeth Jay. “Gendering the agenda : the impact of the transnational women’s rights movement at the UN conferences of the 1990s”, *Women’s Studies International Forum*, vol. 26, no. 4, p. 313-331, 2003.
- Moghadam, Valentine M. “Transnational feminist networks : collective action in an era of globalization ». *International sociology*, vol. 15, no. 1, mars 2000, p. 57-85.

### **Droits des travailleuses dans les maquiladoras :**

- Bickham Mendez, Jennifer. “Gender and citizenship in a global context: the struggle for maquila workers’ rights in Nicaragua”. *Identities: Global Studies in Culture and Power*, no. 9, 2002, p. 7-38.

**Paysans**

Edelman, Marc. "Transnational peasant politics en Central America". *Latin American Research Review*, vol. 33, no. 3, 1998, p. 49-86.

[www.viacampesina.org](http://www.viacampesina.org)

**Travailleurs-syndicats**

Armbruster-Sandoval, Ralph. "Globalization and transnational labor organizing: the Honduran maquiladora industry and the Kimi campaign". *Social Science History*, vol. 27, no. 4, 2003, p. 551-576.

Stillerman, Joel. "Transnational activist networks and the emergence of labor internationalism in the NAFTA countries". *Social Science History*, vol. 27, no. 4, 2003, p. 577-601.

Williams, Heather L. "Of labor tragedy and legal farce: the Han Young factory struggle in Tijuana, Mexico". *Social Science History*, vol. 27, no. 4, 2003, p. 525-550.

Sites web:

<http://www.cioslorit.org>

**Droits humains**

Amnesty International. « Les défenseurs des droits humains dans les Amériques: « des acteurs essentiels de notre époque » ». 10 novembre 2003, p. 1-29.

<http://web.amnesty.org/library/print/FRAAMR010092003> Consulté le 14-07-2004.

**Sites web d'informations sur les mouvements sociaux**

[risal-collectifs.net](http://risal-collectifs.net)

[www.movimientos.org](http://www.movimientos.org)

[www.social-movements.org/fr/](http://www.social-movements.org/fr/)

[www.alternatives.ca](http://www.alternatives.ca)

[www.acrimed.org](http://www.acrimed.org)

[www.cadtm.org](http://www.cadtm.org)

[ecuador.indymedia.org/](http://ecuador.indymedia.org/)